



Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins

Rapport Afrique N°250 | 2 août 2017

Headquarters

International Crisis Group

Avenue Louise 149 • 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38 • Fax: +32 2 502 50 38

brussels@crisisgroup.org

Preventing War. Shaping Peace.

Table des matières

Executive Summary.....	i
I. Introduction	1
II. Aux sources du problème anglophone : legs colonial et échec du projet centraliste.....	2
A. Le legs colonial.....	2
B. Indépendances et réunification : deux rêves dans un même lit.....	2
C. Le projet centraliste et l'émergence de la contestation anglophone	4
III. Des mobilisations sectorielles à la résurgence du problème anglophone.....	9
A. De la grève à la crise.....	9
B. Le gouvernement et les acteurs anglophones : stratégies et motivations	11
C. La réponse de la communauté internationale.....	16
IV. Une crise aux dimensions politiques, économiques et sociales.....	19
A. Les conséquences politiques.....	19
B. Les conséquences économiques	22
C. Les conséquences sociales	23
V. Sortir de la crise : rétablir le dialogue et aborder les questions de fond.....	25
A. Apaiser, rétablir la confiance et lancer un véritable dialogue avant les élections.....	26
B. Répondre aux préoccupations des anglophones	26
C. Réformer la gouvernance à moyen terme.....	27
D. Une réponse internationale plus ferme	28
VI. Conclusion	29
ANNEXES	
A. Carte du Cameroun	30
B. Chronologie	31
C. Sigles et acronymes	33
D. A propos de l'International Crisis Group	34
E. Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2014	35
F. Conseil d'administration de l'International Crisis Group.....	37

Synthèse

Au Cameroun, les anglophones, qui représentent 20 pour cent de la population, se sentent marginalisés. Leurs frustrations se sont exprimées avec force fin 2016 lorsque des revendications corporatistes se sont transformées en demandes politiques, donnant lieu à des grèves et des émeutes. L'ampleur du mouvement a été telle que la politique répressive du gouvernement cette fois n'a pas suffi pour rétablir le calme, l'obligeant à négocier avec les syndicats et à faire quelques concessions. La mobilisation s'affaiblit, mais le mécontentement d'une majorité de la communauté anglophone demeure. Après avoir vécu trois mois sans Internet, six mois d'opérations « ville morte » et une année scolaire gâchée, beaucoup réclament aujourd'hui le fédéralisme ou la sécession. A un an de l'élection présidentielle, la résurgence du problème anglophone est porteuse d'instabilité. Le gouvernement camerounais, avec l'appui de la communauté internationale, devrait rapidement prendre des mesures d'apaisement afin de rétablir la confiance et le dialogue.

Souvent méconnu de la partie francophone, le problème dit anglophone existe au Cameroun depuis les indépendances. Une réunification mal conduite, fondée sur un projet centraliste et assimilationniste, a mené à un sentiment de marginalisation économique et politique de la minorité anglophone et à une prise en compte déficiente de sa différence culturelle.

La crise actuelle constitue une résurgence particulièrement inquiétante de ce vieux problème. Jamais la question anglophone ne s'était auparavant manifestée avec une telle acuité. La mobilisation des avocats, enseignants et étudiants à partir d'octobre 2016, ignorée puis réprimée par le gouvernement, a ravivé des mouvements identitaires datant des années 1970, qui demandent le retour au modèle fédéral existant entre 1961 et 1972. L'arrestation des figures de proue du mouvement et la coupure d'Internet en janvier ont achevé de saper la confiance entre le gouvernement et les activistes anglophones. Depuis, les deux régions anglophones vivent au rythme des villes mortes, du boycott des écoles et d'incidents violents sporadiques.

Les groupuscules sécessionnistes se multiplient depuis janvier. Ils profitent de la situation pour radicaliser la population avec l'appui d'une partie de la diaspora anglophone. Si le risque de partition du pays est très faible, celui d'une résurgence à moyen terme du problème sous forme de violence armée est élevé, car certains de ces groupuscules appellent désormais à la violence.

Les mesures gouvernementales prises depuis mars – la création d'une Commission nationale pour le bilinguisme et le multiculturalisme, de sections *Common Law* à la Cour suprême et à l'École nationale d'administration et de magistrature, le recrutement de magistrats anglophones et de 1 000 enseignants bilingues, ou encore le rétablissement d'Internet après 92 jours d'interruption – ont eu peu d'effets. Les figures de proue de la contestation les jugent tardives et insuffisantes.

La réaction de la communauté internationale a été plutôt limitée, mais elle a néanmoins poussé le gouvernement à adopter les mesures sus-énoncées. Le régime de Yaoundé semble en effet plus sensible aux demandes internationales qu'à celles des acteurs nationaux. Sans une pression ferme, persistante et coordonnée des

partenaires internationaux du Cameroun, il est peu probable que le gouvernement s'oriente vers des solutions de fond.

La crise anglophone illustre à la fois un problème classique de minorité, qui oscille entre désir d'intégration et d'autonomie, et des problèmes plus structurels de gouvernance. Elle montre les limites du centralisme national, alors que la décentralisation, engagée en 1996, est peu effective. La faible légitimité de la plupart des élites anglophones dans leurs régions, le sous-développement, la fracture générationnelle et le patrimonialisme sont des maux communs au Cameroun. Mais la combinaison d'une mauvaise gouvernance et de la question identitaire risque d'être particulièrement difficile à traiter.

La résolution du problème anglophone passe par une réponse internationale plus ferme et le rétablissement de la confiance, grâce à des mesures d'apaisement cohérentes qui répondent aux revendications des corporations en grève. Il y a urgence : les élections approchent, et la crise risque de miner le processus. Dans cette perspective, plusieurs mesures immédiates s'imposent :

- ❑ Discours d'apaisement et de reconnaissance du problème anglophone par le président de la République ;
- ❑ Libération provisoire des meneurs de la mobilisation anglophone ;
- ❑ Sanctions contre les membres des forces de sécurité responsables de bavures durant la crise ;
- ❑ Mise en œuvre rapide des mesures gouvernementales annoncées en mars 2017, ainsi que des 21 points qui ont fait l'objet d'un accord entre les syndicats anglophones et le gouvernement en janvier 2017 ;
- ❑ Remaniement ministériel et réorganisation de la haute administration en vue de mieux refléter le poids démographique, politique et historique des anglophones, d'inclure les jeunes générations et des personnalités plus légitimes en zone anglophone ;
- ❑ Restructuration de la Commission nationale pour le bilinguisme et le multiculturalisme afin d'inclure paritairement les anglophones, de la doter d'un pouvoir de sanction et de garantir l'indépendance de ses membres ;
- ❑ Décriminalisation du débat politique, y compris sur le fédéralisme, notamment en cessant d'utiliser la loi antiterroriste à des fins politiques, et recours à un tiers (l'Église catholique ou un acteur international) comme observateur voire médiateur entre le gouvernement et les organisations anglophones.

A plus long terme, le Cameroun devra engager des réformes institutionnelles pour remédier aux problèmes profonds dont la question anglophone est le symptôme. Il s'agira notamment d'appliquer de façon rigoureuse et d'améliorer les lois sur la décentralisation en vue de réduire les pouvoirs des administrateurs nommés par Yaoundé, de créer des conseils régionaux, de mieux distribuer les ressources financières et les compétences, et enfin d'adopter des dispositions légales spécifiques aux régions anglophones dans les domaines de l'éducation, la justice et la culture.

Le Cameroun – qui fait face à Boko Haram dans l'Extrême-Nord et aux miliciens centrafricains à l'Est – doit éviter l'ouverture d'un nouveau front potentiellement déstabilisateur. Une aggravation du problème anglophone pourrait affecter l'élection présidentielle et les élections générales prévues en 2018. Surtout, elle pourrait déclencher des revendications sur l'ensemble du territoire et une crise politique de plus grande ampleur.

Nairobi/Bruxelles, 2 août 2017

Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins

I. Introduction

Depuis octobre 2016, des mobilisations sociales sur fond de revendications corporatistes ont dégénéré en crise politique dans les régions anglophones du Cameroun. Cette crise a fait réapparaître la question anglophone et mis en lumière les limites du modèle de gouvernance camerounais, fondé sur le centralisme et la cooptation des élites.¹

La partie anglophone est constituée de deux des dix régions du pays, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, qui représentent 16 364 kilomètres carrés sur une superficie totale de 475 442 kilomètres carrés et environ 5 millions d'habitants sur une population camerounaise de 24 millions. Elle est le bastion du principal parti d'opposition, le Social Democratic Front (SDF) et joue un rôle important sur le plan économique, en particulier grâce à des secteurs agricole et commercial dynamiques. L'essentiel du pétrole du Cameroun, qui représente un douzième de son produit intérieur brut (PIB), est exploité au large de la partie anglophone.²

La politisation de la crise et la radicalisation des protagonistes résultent en grande partie de la réponse apportée par le gouvernement – déni, mépris, intimidation et répression –, de l'étiollement de la confiance entre la population anglophone et le gouvernement et de l'exploitation de la question identitaire par des acteurs politiques qui ont exacerbé les ressentiments des populations, au point qu'une probable majorité d'anglophones n'envisagent plus, comme issue viable, que le retour au fédéralisme ou même la sécession.³

De quoi la crise anglophone est-elle le nom ? Quels en sont les protagonistes ? Comment est-elle perçue par la partie francophone ? Quelle est la réponse du gouvernement ? Comment réagit la communauté internationale ? Quels rôles jouent la diaspora anglophone et les acteurs religieux ? Pour répondre à ces questions, ce rapport s'appuie sur des recherches documentaires et une centaine d'entretiens effectués au cours de plusieurs séjours dans les régions anglophones, à Yaoundé et à Douala, entre décembre 2016 et mai 2017. Il analyse les causes structurelles qui ont favorisé l'éclosion de la crise dans les régions anglophones, les stratégies et motivations des acteurs, et ses conséquences politiques et économiques. Il formule des recommandations pour débloquer la situation et rétablir la confiance, en vue de faciliter un véritable dialogue et de trouver des solutions durables.

¹ Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°160, *Cameroun : Etat fragile ?*, 25 mai 2010 ; Piet Konings, Francis Bernard Nyamnjoh, *Negotiating an Anglophone Identity* (Leiden, 2003).

² Le pétrole produit est off-shore, dans les eaux nationales, mais les militants anglophones soulignent que si le Cameroun anglophone était indépendant ce pétrole leur appartiendrait, et même dans un système fédéral on pourrait imaginer une distribution de la rente au bénéfice de la région. « Annuaire statistique du Cameroun », Institut national de la statistique (INS), 2015, p. 383.

³ La quasi-totalité des interlocuteurs anglophones de Crisis Group soutiennent le fédéralisme ou l'autonomie des régions, et une minorité la sécession. Entretiens de Crisis Group, élite et population anglophones, Nord-Ouest et Sud-Ouest, 2016-2017.

II. Aux sources du problème anglophone : legs colonial et échec du projet centraliste

A. *Le legs colonial*

Le protectorat signé en juillet 1884 entre le gouvernement allemand et les chefs traditionnels douala crée l'entité politique du Kamerun. La défaite allemande au terme de la première guerre mondiale donne lieu à un partage de ses territoires. La Société des Nations confie à la France et au Royaume-Uni l'administration conjointe du Kamerun. Le problème anglophone et nombre d'autres faiblesses actuelles du Cameroun plongent leurs racines dans l'époque coloniale.

Durant les régimes du mandat et de la tutelle, chacun des territoires administrés est façonné selon la culture du colonisateur.⁴ Il en résulte des différences majeures de culture politique. Dans la partie sous administration britannique, l'anglais est la langue officielle. La justice (*Common Law*), le système éducatif, la monnaie et les normes réglementant la vie sociale épousent le modèle britannique. La pratique du gouvernement indirect (*indirect rule*) permet le maintien des chefferies traditionnelles et favorise l'éclosion d'une forme d'autogouvernement, si bien qu'avant l'indépendance la liberté de la presse, le pluralisme politique et l'alternance démocratique existent dans la partie anglophone. Elle est gérée comme faisant partie du Nigéria et plusieurs membres de l'élite anglophone du Cameroun britannique sont ministres dans les années 1950 au sein du gouvernement nigérian.

A l'opposé, la partie francophone est directement administrée par la France suivant le modèle assimilationniste, même si là aussi une sorte de gouvernement indirect se pratique dans les rapports entre colonisateurs et élites traditionnelles, en particulier dans le Nord du pays. Le français y est parlé et les normes sociales, juridiques et politiques de la métropole façonnent le projet politique centraliste des régimes qui lui succèdent. De plus, engluée dans une guerre totale contre le mouvement nationaliste (Union des populations du Cameroun, UPC) qui conteste la présence française, la partie francophone est moins avancée sur le plan démocratique.⁵

B. *Indépendances et réunification : deux rêves dans un même lit*

Le processus ayant conduit à la réunification des deux Cameroun est le nœud du problème anglophone. La partie francophone obtient l'indépendance le 1^{er} janvier

⁴ Bien que le Cameroun ait été géré de fait par la France et le Royaume-Uni comme une colonie, il était plutôt, juridiquement, un territoire administré. Selon l'article 22 du pacte de la Société des Nations du 28 juin 1919, le régime international du « mandat » s'appliquait aux « colonies et territoires » qui, d'une part, à la suite de la guerre, avaient « cessé d'être sous la souveraineté des Etats qui les gouvernaient précédemment » et qui, d'autre part, « étaient habités par des peuples non encore capables de se gouverner ». Le régime de « tutelle », institué en 1945 lors de la création de l'ONU, accorde plus de droits aux anciennes colonies et territoires, et s'inscrit dans la volonté de l'ONU de mettre graduellement fin à la colonisation.

⁵ De 1955 à 1971, la guerre d'indépendance au Cameroun et l'insurrection qui s'ensuivit ont fait entre 30 000 et 150 000 morts, selon les sources, et causé le déplacement de centaines de milliers de personnes. Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa, *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique, 1948-1971* (Paris, 2011) ; Meredith Teretta, *Nation of Outlaws, State of Violence. Nationalism, Grassfields Tradition, and State Building in Cameroon* (Athens, 2013).

1960 pour devenir la République du Cameroun. La partie britannique est constituée du Cameroun méridional britannique (Southern Cameroons) et du Cameroun septentrional britannique (Northern Cameroon). Lors des référendums du 11 février 1961, le Northern Cameroon choisit de se rattacher au Nigéria et le Southern Cameroons à la République du Cameroun. Le Southern Cameroons devient indépendant le 1^{er} octobre 1961 en se rattachant à la République du Cameroun.

Au moment du référendum de 1961, le paysage politique au Southern Cameroons est déjà dynamique.⁶ Selon des historiens de renom, la majorité de la population aspire à l'indépendance. Mais le Royaume-Uni et des pays du tiers-monde s'y opposent, au motif que le Southern Cameroons ne serait pas économiquement viable et qu'il faut éviter de créer des micro-Etats. Ils plaident pour le vote en faveur du rattachement au Nigéria. Ainsi, l'ONU limite le référendum à deux options : le rattachement du Southern Cameroons au Nigéria ou la réunification avec la République du Cameroun, excluant l'option de l'indépendance.

Les principales élites politiques anglophones, Emmanuel Mbella Lifafa Endeley, John Ngu Foncha, Solomon Tandeng Muna et Augustine Ngom Jua, plaident à l'ONU pour un Etat indépendant du Southern Cameroons, ou à défaut pour une indépendance temporaire pouvant leur permettre de négocier par la suite les termes du rattachement en meilleure posture. L'option de l'indépendance étant écartée par l'ONU, deux camps s'opposent durant le référendum. Endeley, le chef du Kamerun National Congress (KNC), fait campagne pour le rattachement au Nigéria. Foncha, le chef du Kamerun National Democratic Party (KNDP), qui s'était retiré du KNC en 1955, Muna et Jua font campagne pour la réunification avec la République du Cameroun. Porté par ces figures politiques de premier plan, et par une certaine peur de se voir absorber par le géant nigérian, le vote en faveur de la réunification l'emporte.⁷

Les représentants du Southern Cameroons et le président de la République du Cameroun, Amadou Ahidjo, se retrouvent à Foumban (à l'ouest de la partie francophone) du 17 au 21 juillet 1961 pour négocier les termes de la réunification. Aujourd'hui encore, le non-respect des promesses de la conférence de Foumban, qui n'aboutit pas à un accord écrit, fait partie des griefs des militants anglophones. Alors que les représentants anglophones croient participer à une constituante devant aboutir à la rédaction d'une constitution garantissant un fédéralisme égalitaire et une large autonomie des Etats fédérés,⁸ Ahidjo leur impose une constitution toute rédigée qui accorde de larges compétences à l'exécutif de l'Etat fédéral au détriment des deux Etats fédérés (le Cameroun occidental et le Cameroun oriental).⁹ Les

⁶ Joseph Ebune, *The Growth of Political Parties in Southern Cameroons 1916-1960* (Yaoundé, 1992).

⁷ Anthony Ndi, *Southern West Cameroon Revisited 1950-1972* (Buea, 2014).

⁸ Entretiens de Crisis Group, universitaires et chercheurs, Buea et Limbé, mars 2017. Piet Konings, « The Anglophone Problem in Cameroon », *The Journal of Modern and African Studies*, vol. 35, no. 2 (1997), p. 207-229.

⁹ La partie anglophone était appelée Cameroun occidental (West Cameroon) et la partie francophone Cameroun oriental (East Cameroon). Le président fédéral nommait les Premiers ministres des états fédérés. Mais dans la partie anglophone, jusqu'en 1968, cette nomination ne faisait que valider l'élection préalable du Premier ministre par le parlement du Cameroun occidental.

anglophones, en position de faiblesse, finissent par accepter le texte d'Ahidjo, n'obtenant qu'une concession sur la minorité de faveurs.¹⁰

L'Assemblée nationale de la République du Cameroun vote la Constitution fédérale en août 1961 et Ahidjo la promulgue le 1^{er} septembre, alors que le Southern Cameroons est encore sous tutelle britannique. Le processus constitutionnel de réunification et l'abandon des Britanniques ont laissé aux anglophones l'impression d'avoir été dupés par les francophones, et explique aussi l'amertume des militants anglophones à l'égard du Royaume-Uni.¹¹

C. *Le projet centraliste et l'émergence de la contestation anglophone*

L'unification et le centralisme ont été depuis 1961 les dogmes politiques des régimes d'Ahidjo (1960-1982) et de Paul Biya (1982-). Après la réunification du 1^{er} octobre 1961, le Cameroun devient une République fédérale, mais hérite en pratique d'un fédéralisme boiteux avec une répartition inégale du pouvoir entre les deux états fédérés au niveau de l'Assemblée fédérale et du gouvernement.

Amadou Ahidjo est le président fédéral et John Ngu Foncha est à la fois vice-président du pays et Premier ministre du Cameroun occidental, conformément à la disposition constitutionnelle selon laquelle si le président vient du Cameroun oriental, le vice-président doit être originaire du Cameroun occidental et vice versa. Au moment de la réunification, Ahidjo exerce déjà un quasi-monopole politique au Cameroun oriental. Pour lui, seul le Cameroun occidental constitue dès lors un véritable obstacle à son projet hégémonique. Il s'applique dès 1961 à contrôler le Cameroun occidental en usant de la répression et en exploitant les divisions entre anglophones.¹² Au niveau fédéral, malgré la garantie constitutionnelle de l'anglais et du français comme langues officielles, le français est la langue administrative d'usage.

Le 20 octobre 1961, Ahidjo signe un décret réorganisant le territoire fédéral en six régions administratives, dont le Cameroun occidental, et nomme un inspecteur fédéral par région, responsable devant le président fédéral. Ceci suscite le mécontentement des anglophones, car le Cameroun occidental ne peut être à la fois un Etat fédéré selon la Constitution et une région administrative selon un décret. L'inspecteur fédéral a plus de pouvoir que le Premier ministre élu du Cameroun occidental et le démontre quotidiennement par diverses formes d'humiliation des membres du gouvernement et du parlement fédéré.¹³

¹⁰ La minorité de faveurs signifie qu'aucune loi affectant la vie des deux fédérations ne peut être adoptée par l'assemblée fédérale si elle n'est pas votée par la majorité des députés des deux états fédérés. Article 47 de la Constitution du 1^{er} septembre 1961.

¹¹ Carlson Anyangwe, *Betrayal of Too Trusting a People. The UN, the UK and the Trust Territory of the Southern Cameroons* (Buea, 2009).

¹² Jean-François Bayart, *L'Etat au Cameroun* (Paris, 1985) ; Nicodemus Fru Awasom, « Anglo-saxonism and Gallicism in Nation Building in Africa: The Case of Bilingual Cameroon and the Senegambia Confederation in Historical and Contemporary Perspective », *Afrika Zamani*, nos. 11 et 12 (2003-2004), p. 86-118.

¹³ Il arrivait très souvent que des gendarmes, placés sous l'autorité de l'inspecteur fédéral, procèdent à des contrôles routiers ou convoquent des membres du gouvernement et du parlement du Cameroun occidental simplement pour affirmer leur pouvoir. Konings, Nyamnjoh, *Negotiating an Anglophone Identity*, op. cit., p. 53. « Rectification of certain matters tending to hinder the smooth and effective

En 1962, Ahidjo signe plusieurs ordonnances limitant les libertés publiques. La guerre contre l'Union des populations du Cameroun faisant toujours rage au Cameroun oriental, les arrestations et détentions arbitraires des opposants et syndicalistes accusés de subversion se multiplient. Bien que ces arrestations aient lieu essentiellement en zone francophone, elles suscitent l'inquiétude des dirigeants anglophones sur l'orientation répressive du pouvoir fédéral.¹⁴ D'autres mesures telles que l'instauration de la conduite à droite, l'imposition du système métrique et du franc CFA sont introduites aux cours des années 1960. Le changement monétaire entraîne une réduction du pouvoir d'achat des populations anglophones d'au moins 10 pour cent. Ahidjo exige aussi au Cameroun occidental de couper tout lien avec le Royaume-Uni, et la partie anglophone perd plusieurs avantages douaniers à l'exportation dont elle bénéficiait avec les pays du Commonwealth.¹⁵

Les états fédérés ne jouissent pas de l'autonomie financière et dépendent des subventions de l'Etat fédéral. Comprenant où se trouve le vrai pouvoir, les élites anglophones se livrent à une compétition interne pour s'assurer la meilleure position au niveau fédéral, se préoccupant davantage de plaire à Ahidjo que de défendre les populations anglophones. Ahidjo s'en sert, en instrumentalisant les rivalités entre élites et les clivages ethniques et culturels entre Grassfields au Nord, qui ont des liens culturels et linguistiques avec les Bamilékés de la région de l'Ouest francophone, et les Sawa au Sud, qui ont des liens culturels et linguistiques avec la côte francophone.¹⁶ En résulte un désordre politique au Cameroun occidental, marqué par la rupture entre Foncha et Muna qui quitte le Kamerun National Democratic Party en 1965 pour former le Cameroon United Congress (CUC).¹⁷

En 1965, pour affaiblir davantage Foncha, qu'il estime moins accommodant sur la question anglophone, Ahidjo tente d'user de ses prérogatives constitutionnelles pour nommer Muna Premier ministre plutôt que Ngom Jua, le dauphin de Foncha au KNDP, le parti majoritaire au parlement du Cameroun occidental. Il n'y parvient pas en raison de la forte opposition du parlement fédéré. Mais un an plus tard, tirant profit de la désunion des anglophones, Ahidjo appelle à la création d'un parti unique dans les deux Cameroun, au nom de l'unité nationale. Fort du soutien de certains dirigeants anglophones comme Endeley et Muna, qui y voient une occasion de détrôner Foncha, il réussit. L'Union nationale camerounaise (UNC) est créée en 1966 et les autres partis dissous. Foncha, Jua et Bernard Fonlon (secrétaire général adjoint de la présidence), qui s'y étaient opposés au départ, se ravisent de peur de

functioning of the federal Republic », lettre secrète de John Ngu Foncha à Amadou Ahidjo, 4 octobre 1962.

¹⁴ Entretiens de Crisis Group, universitaires, Buea, mars 2017.

¹⁵ Cette réduction est en partie due au taux de change imposé par Ahidjo qui décida que le pound serait échangé à 692 francs CFA, alors qu'un pound équivalait en réalité à 800 francs. Entretiens de Crisis Group, membres de la Commission pour le bilinguisme et le multiculturalisme, Yaoundé et Buea, mars 2017 ; courrier confidentiel de Foncha à Ahidjo, 14 septembre 1963, consulté par Crisis Group.

¹⁶ Les rivalités entre les deux régions sont anciennes. Elles se manifestent actuellement par le fait que les autochtones du Sud-Ouest comme les Bakweris estiment être envahis, et marginalisés économiquement et politiquement par les ressortissants du Nord-Ouest qui s'y sont implantés à partir des années 1960.

¹⁷ Martin Zachary Njeuma, « Reunification and Political Opportunity in the Making of Cameroon's Independence », *Paideuma*, no. 41 (1995), p. 27-37.

perdre leur position au niveau fédéral. Le parti unique fait perdre aux anglophones tout levier institutionnel pour plaider leur cause. En 1968, Ahidjo peut nommer son nouvel allié Muna Premier ministre en remplacement de Jua.

Une fois le parti unique créé, Ahidjo accentue la centralisation, allant jusqu'à supprimer le fédéralisme le 20 mai 1972, lorsqu'à la suite d'un référendum le Cameroun devient la République unie du Cameroun. La légalité de cette abrogation demeure contestée par les anglophones car la Constitution de 1961 ne prévoit pas de changement de la forme de l'Etat et n'envisage la révision de la Constitution que par voie parlementaire.¹⁸ Les militants anglophones estiment aussi que le référendum n'aurait pas dû être organisé au niveau national mais seulement au Cameroun occidental qui avait le plus à perdre. Ils soulignent enfin que dans le contexte de l'époque un référendum libre et transparent n'était pas possible, et que le scrutin a été entaché de graves irrégularités.¹⁹

C'est aussi en 1972 que les anglophones commencent véritablement à contester leur marginalisation. Bernard Fonlon s'exprime publiquement au congrès national de l'UNC en 1972, critiquant le passage à la République unitaire. D'autres personnalités anglophones comme Albert Mukong et Gorji Dinka y sont farouchement opposés. Foncha et Jua, quant à eux, envoient des correspondances privées à Ahidjo et s'expriment dans la presse d'Etat pour marquer leur opposition.²⁰

Lorsque Paul Biya succède à Ahidjo en novembre 1982, il accentue encore le centralisme. Le 22 août 1983, il divise la région anglophone en deux provinces : Nord-Ouest et Sud-Ouest. En 1984, il transforme l'appellation officielle du pays en République du Cameroun (le nom de l'ancienne partie francophone) et supprime la deuxième étoile sur le drapeau, qui représentait la partie anglophone.

Les anglophones constituent des mouvements et associations pour résister à leur assimilation. En 1994, lorsque le gouvernement, sous la pression du Fonds monétaire international (FMI), annonce la privatisation de la Cameroon Development Corporation (CDC), qui joue un rôle économique et social majeur en zone anglophone, ils s'y opposent en vain. Lorsque le gouvernement tente la même année d'uniformiser les systèmes éducatifs anglophone et francophone, il se heurte à une forte résistance des syndicats d'enseignants et de parents d'élèves et crée par décret présidentiel un *General Certificate of Education (GCE) Board* indépendant.

L'unification laisse un sentiment de régression économique dans la partie anglophone, car elle entraîne la centralisation et/ou le démantèlement des structures économiques du Cameroun occidental comme le West Cameroon Marketing Board, la Cameroon Bank et Powercam, ainsi que l'abandon de projets en gestation comme

¹⁸ Article 47 de la Constitution du 1^{er} septembre 1961. Certains estiment qu'Ahidjo a choisi la voie référendaire pour éviter un possible blocage des parlementaires anglophones par le mécanisme de la minorité de faveur. Le 20 mai est devenu la principale célébration nationale du Cameroun. Entretien de Crisis Group, enseignants à l'université de Bamenda, Bamenda, avril 2017. Mufor Atanga, *The Anglophone Cameroon Predicament* (Buea, 2011); Martin Ayong Ayim (eds), *Former British Southern Cameroons: Journey Towards a Complete Decolonization, Independence, and Sovereignty* (Bloomington, 2008).

¹⁹ Entretien de Crisis Group, membres du Southern Cameroons National Council, Bamenda, avril 2017.

²⁰ Konings, Nyamnjoh, *Negotiating an Anglophone Identity*, op. cit.

le port de Limbé, les aéroports de Bamenda et de Tiko, au profit des investissements dans la partie francophone.²¹

Le processus d'unification laisse surtout une impression de recul démocratique, d'assimilation culturelle et de déclassement politique.²² Beaucoup d'anglophones sont persuadés que la partie francophone a suivi une stratégie de marginalisation du Southern Cameroons, et ne mesurent pas toujours combien la crise économique des années 1980 a aussi été désastreuse dans plusieurs régions francophones. Lorsque le multipartisme est restauré dans les années 1990, les anglophones saisissent l'occasion pour faire entendre leurs griefs. Le 26 mai 1990, le Social Democratic Front, un nouveau parti d'opposition prônant le fédéralisme, à vocation nationale mais avec une forte composante d'anglophones, naît à Bamenda puis gagne du terrain dans la zone anglophone, avant d'élargir son influence dans les provinces francophones. Il participe à l'élection présidentielle d'octobre 1992 et passe tout près de la victoire.²³

Dans la perspective de la révision de la Constitution pour l'adapter à l'ère multipartite, les anglophones organisent la All Anglophone Conference (AAC) en 1993 et réclament le retour au fédéralisme.²⁴ Cette orientation est rejetée par le Comité consultatif de révision de la Constitution au profit de la décentralisation. Dans la foulée, Foncha et Muna, les rivaux d'hier, après avoir démissionné du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, le nouveau nom du parti unique à partir de 1985) en 1990, démissionnent du comité consultatif en 1994 et critiquent ouvertement l'assimilation des anglophones.²⁵ La même année, une deuxième All Anglophone Conference (AAC2) est organisée à Bamenda et une partie des participants réclament un fédéralisme à deux états ou la sécession.

Pendant ce temps, Muna et Foncha lancent des offensives diplomatiques à l'ONU pour réclamer l'indépendance du Southern Cameroons. La position du Social Democratic Front, qui rejette la sécession et propose, face à l'opposition des francophones au fédéralisme à deux états, un fédéralisme à quatre états, est jugée ambiguë par certains militants anglophones, qui créent dès 1995 des mouvements réclamant le fédéralisme à deux états ou la sécession :²⁶ le plus connu est le Southern Cameroons National Council (SCNC), dont la frange jeune, Southern Cameroons Youth League

²¹ Entretiens de Crisis Group, universitaires, Buea et Bamenda, mars-avril 2017.

²² Alors qu'avant 1972, la deuxième personnalité de l'Etat était anglophone, aujourd'hui le Premier ministre anglophone n'est que la quatrième, voire la cinquième personnalité, après le président du Sénat, le président de l'Assemblée nationale et le président du Conseil constitutionnel non encore créé.

²³ En 1992, le RDPC a obtenu 39 pour cent, le SDF 37 pour cent, l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP) 19 pour cent et l'Union démocratique du Cameroun (UDC) 3,6 pour cent. Le SDF estime que sa victoire lui a été volée, et selon de nombreux observateurs, les résultats du RDPC et du SDF ont été intervertis. Entretiens de Crisis Group, Ni John Fru Ndi et universitaires, Yaoundé, Douala et Bamenda, mars-avril 2017.

²⁴ Déclaration de Buea, AAC, 1993.

²⁵ Foncha, « Lettre de démission du RDPC », 9 juin 1990 ; Muna, « Lettre de démission du Comité consultatif constitutionnel », mai 1994.

²⁶ Les autres mouvements sont le Cameroon Anglophone Movement (CAM), le Free West Cameroon Movement (FWM), le Southern Cameroons Restoration Movement (SCRM), et l'Ambazonia Movement. En 1999, certains militants sécessionnistes ont remplacé l'appellation Southern Cameroons par Ambazonia Republic, dérivé du nom donné par les Portugais à la côte de la région, Ambazon Bay, afin de supprimer toute référence au Cameroun. Entretiens de Crisis Group, militants du SCNC, Bamenda, avril 2017.

(SCYL), a recours à l'action violente à petite échelle. D'autres initiatives diplomatiques ont été menées depuis 1996 par le SCNC à l'ONU, à la Cour Africaine de Banjul, au Commonwealth et auprès des ambassades.

Après l'âge d'or des années 1990, la contestation anglophone s'affaiblit, se focalisant sur le plaidoyer de la diaspora anglophone à la communauté internationale et la formation d'une conscience anglophone à travers le système éducatif, les écrits d'intellectuels anglophones, les églises, associations et médias locaux. Les militants du SCNC continuent toutefois d'organiser des protestations dans les régions anglophones chaque 1^{er} octobre et quelques actions spectaculaires comme la proclamation de l'indépendance de l'Ambazonia Republic sur radio Buea en 1999 et en 2009. Malgré la naissance des mouvements anglophones, la centralisation s'est poursuivie et les anglophones ont davantage perdu en poids politique à l'échelle nationale. En 2017, sur 36 ministres avec portefeuille, un seul est anglophone.

Le problème anglophone plonge ses racines dans une réunification mal conduite, fondée sur un projet centraliste et assimilationniste, et une marginalisation économique et administrative.²⁷ A cela s'ajoutent les ambitions et les rivalités personnelles et ethniques d'élites qui n'ont pas toujours su faire front commun pour défendre une cause anglophone de plus en plus hétéroclite. La question anglophone est depuis les années 2000 devenue une question qui divise profondément la société. Elle se manifeste par des perceptions négatives entre populations anglophones et francophones et parfois par des stigmatisations réciproques entre citoyens.²⁸ La crise actuelle constitue une résurgence particulièrement inquiétante de ce vieux problème, car jamais la question anglophone ne s'était manifestée avec une telle acuité.

²⁷ Les anglophones estiment qu'ils sont peu représentés au sein de l'administration et des forces de sécurité, car les épreuves d'entrée dans les grandes écoles ou la police avantagent structurellement les francophones. En 2016 par exemple, seuls deux anglophones faisaient partie des 138 admis au Centre national de la jeunesse et des sports (Cenajes) de Bamenda, pourtant situé en zone anglophone. Entretiens de Crisis Group, étudiants et enseignants anglophones, Buea et Bamenda, avril-mai 2017.

²⁸ Entretiens de Crisis Group, élite et population locale, Yaoundé, Douala, Bamenda, décembre 2016 et avril 2017.

III. Des mobilisations sectorielles à la résurgence du problème anglophone

A. De la grève à la crise

La crise actuelle a commencé le 11 octobre 2016 à Bamenda par une grève des avocats du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Leurs revendications, ignorées jusque-là par le ministère de la Justice, portent alors sur le non-respect de la *Common Law* dans ces deux régions. Les avocats réclament la traduction en anglais du Code de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada) et d'autres textes de lois. Ils critiquent la francophonisation des juridictions de la *Common Law*, qui se traduit par l'affectation en zone anglophone de magistrats francophones ne maîtrisant ni la *Common Law*, ni l'anglais, et par l'affectation de notaires, alors que cette fonction est exercée par les avocats dans le système de la *Common Law*.²⁹ Le mépris du gouvernement et la brutalité des forces de sécurité aggravent le problème et radicalisent les populations.

Le 8 novembre 2016, les avocats mobilisent des centaines de personnes pour une marche à Bamenda et réitèrent leur demande d'une restauration pleine du système de la *Common Law*, similaire à ce qu'elle était à l'époque du système fédéral, en y ajoutant une demande de fédéralisme.³⁰ Alors que la marche se déroule sans incident majeur, des gendarmes dispersent violemment la foule et molestent des avocats. Des conducteurs de motos-taxis (Okada boys) sont arrêtés. En réaction, des jeunes et des Okada boys installent des barricades à plusieurs carrefours et les affrontements entre manifestants et gendarmes font plusieurs blessés.³¹

Le 21 novembre, les enseignants entrent à leur tour en grève. Ils organisent un rassemblement contre le manque d'enseignants anglophones, l'affectation d'enseignants ne maîtrisant pas l'anglais et le non-respect du caractère « anglosaxon » des écoles et universités de la zone anglophone.³² Au rassemblement des enseignants se

²⁹ L'Ohada a été créée en 1993 et regroupe dix-sept Etats membres à forte dominante francophone. Le droit fait partie des rares domaines que Yaoundé s'était jusqu'à présent gardé de trop uniformiser. C'est à partir de 2002 que les premiers magistrats francophones ont été nommés dans la zone anglophone, et ce mouvement s'est amplifié en 2014. Les avocats de la *Common Law* avaient par le passé fait valoir les mêmes revendications auprès du ministère de la Justice sans obtenir gain de cause, au point qu'en mai 2015, 700 avocats anglophones ont appelé au fédéralisme et à la création d'un barreau anglophone autonome. Entretiens de Crisis Group, magistrat, avocats anglophones et francophones, Douala, Buea et Bamenda, mars-mai 2017 ; et courriel, président de la North West Law Association (NOWELA), 29 mai 2017.

³⁰ Cela inclut notamment la création d'un barreau anglophone autonome, la nomination des juges en zone anglophone par un parlement fédéré et l'adoption de l'anglais comme langue unique dans les juridictions de la *Common Law*. Entretiens de Crisis Group, avocats et populations anglophones, Bamenda, avril 2017.

³¹ Entretiens de Crisis Group, membres de la Commission nationale des droits de l'Homme et des libertés (CNDHL), maires, Bamenda, avril 2017.

³² Ces enseignants entendent par universités anglo-saxonnes des universités où l'anglais est l'unique langue d'apprentissage, où la présence d'associations d'étudiants et de syndicats d'enseignants est encouragée, et où l'autonomie de l'université vis-à-vis du pouvoir central, l'élection des recteurs et doyens de facultés, ainsi que l'autonomie des facultés pour le recrutement des enseignants sont respectées et valorisées. Entretiens de Crisis Group, président du Syndicat national des enseignants du supérieur (Synes) et de la Catholic University of Cameroon (CATUC), Buea-Bamenda, mars-avril 2017.

joignent quelques milliers de personnes aux revendications diverses, allant de l'absence de routes dans le Nord-Ouest à la marginalisation des anglophones. La manifestation est violemment dispersée par la police et l'armée. Plusieurs personnes sont sévèrement battues, des dizaines d'autres arrêtées et au moins deux personnes sont tuées par balle, selon un rapport de la Commission nationale des droits de l'Homme et des libertés (CNDHL).³³ Plusieurs autres incidents ont lieu à Bamenda fin novembre et entraînent des émeutes.

Le 28 novembre, la crise jusqu'alors contenue au Nord-Ouest se propage au Sud-Ouest. Les étudiants de l'université de Buea organisent une marche pacifique sur le campus pour réclamer le versement de la prime d'excellence du chef de l'Etat, dédiée aux étudiants, dénoncer l'interdiction en 2012 de l'University of Buea Student Union (UBSU), et protester contre l'instauration d'une pénalité en cas de retard de paiement des frais de scolarité et de frais additionnels pour consulter les résultats des examens.³⁴ La rectrice de l'université réagit en faisant entrer la police sur le campus, qui réprime brutalement les étudiants, en arrêtant certains à leur domicile. Des étudiantes sont battues, déshabillées, roulées dans la boue et une aurait été violée.³⁵

La confrontation la plus violente a lieu le 8 décembre à Bamenda lorsque le Rassemblement démocratique du peuple camerounais tente d'organiser un rassemblement pour montrer que le gouvernement demeure populaire dans les régions anglophones. La foule en colère empêche la tenue du rassemblement et de violents affrontements avec les forces de sécurité font au moins quatre morts et plusieurs blessés par balle ; une cinquantaine de personnes sont arrêtées ; un commissariat de police, des édifices et des véhicules administratifs sont incendiés.³⁶ Le Premier ministre, le secrétaire général du RDPC, le gouverneur du Nord-Ouest et le conseiller à la sécurité nationale, censés participer au rassemblement, doivent se cloîtrer toute la journée dans la résidence du gouverneur pour échapper aux violences. Le gouvernement réagit à ces manifestations en militarisant la région, dégradant encore plus le climat social.

Les violences du 28 novembre à Buea et du 8 décembre à Bamenda contribuent à l'aggravation et à la médiatisation de cette crise. Les images des bavures des forces de sécurité se propagent rapidement sur Internet et font le tour des chaînes de télévision internationales. Elles poussent les populations à bout et ouvrent la boîte de Pandore du problème anglophone.

D'autres incidents ont lieu en janvier et février 2017 à Bamenda et dans d'autres villes comme Ndop. Ils entraînent des émeutes qui font au moins trois morts, tandis que des véhicules et des bâtiments administratifs sont incendiés. Entre octobre 2016

³³ Crisis Group a eu accès à ce rapport non publié, envoyé à la présidence de la République le 30 novembre 2016.

³⁴ Ils brandissent des pancartes disant non à la violence et à la politisation de leurs problèmes. Mais ils estiment que les étudiants francophones sont favorisés et que les anglophones sont discriminés aux concours d'entrée aux grandes écoles et même au cours des processus d'admission à l'université de Buea et dans les instituts supérieurs situés dans la zone anglophone. Observations de Crisis Group, Buea, novembre 2016 ; et entretiens, étudiants et responsables des associations étudiantes, Buea et Bamenda, avril-mai 2017.

³⁵ Entretiens de Crisis Group, acteurs humanitaires et étudiants et observateurs des droits humains, Buea, mars-mai 2017.

³⁶ Rapport de la CNDHL, février 2017.

et février 2017, au moins neuf personnes sont tuées et davantage blessées par balle. Quelque 82 personnes sont arrêtées (dont des journalistes et avocats) selon le ministre de la Communication, près de 150 selon le Social Democratic Front, et jugées par un tribunal militaire selon les dispositions de la loi antiterrorisme. Des arrestations et des intimidations de personnalités anglophones ont aussi lieu, comme l'arrestation sans mandat, en mars, de Paul Abine Ayah, juge à la Cour suprême, accusé de financement de la mobilisation anglophone. Il demeure derrière les barreaux.

B. *Le gouvernement et les acteurs anglophones : stratégies et motivations*

Face à la crise anglophone, l'objectif du gouvernement est de maintenir le statu quo. Constatant les limites du tout répressif, il a néanmoins entamé des discussions avec les syndicats en grève. Fin novembre, le Premier ministre crée un Comité interministériel ad hoc chargé de mener les négociations. Il est constitué de quatre ministres francophones et placé sous la supervision du directeur de cabinet du Premier ministre. Les avocats et les enseignants forment à leur tour, début décembre, le Cameroon Anglophone Civil Society Consortium (CACSC, « le Consortium »). Il est initialement constitué de quatre associations d'avocats et de plusieurs syndicats d'enseignants, avec comme président Félix Khongo Agbor Balla, secrétaire général Fontem Neba et trésorier Wilfred Tassang.³⁷

Les 25 et 26 novembre, le Premier ministre effectue une première mission de dialogue à Bamenda, sans résultat. Il arrive sans propositions concrètes, espérant peut-être que sa promesse de dialogue et sa présence suffiraient à mettre fin à la grève. Cette visite met en lumière les premières divisions entre élites anglophones travaillant au sein des institutions à Yaoundé. Tandis que le Premier ministre reconnaît à Bamenda l'existence d'un problème anglophone et invite les syndicats au dialogue pour le résoudre, d'autres élites anglophones comme le ministre et secrétaire permanent du Conseil national de sécurité déclarent dans les médias à Yaoundé qu'il n'existe pas de problème anglophone. Ces déclarations enflamment la région, rendant la mission du Premier ministre impossible et, surtout, confortant les anglophones dans leur perception du poste de Premier ministre, occupé depuis 1996 par un anglophone, comme étant sans réel pouvoir.³⁸

De décembre 2016 à janvier 2017, le Comité ad hoc effectue plusieurs missions à Bamenda. Les revendications des syndicats passent de onze à 25 entre novembre et janvier. Les protagonistes sont proches d'un accord, le gouvernement se disant prêt à satisfaire 21 des 25 revendications.³⁹ Mais le 13 janvier, des bavures policières, sur

³⁷ Le Comité ad hoc a officiellement mené les négociations avec les syndicats d'enseignants et non le Consortium, qui inclut les avocats, bien qu'il ait discuté avec ce dernier en privé. Entretiens de Crisis Group, membres du Consortium, Buea et prison de Yaoundé, mai 2017.

³⁸ Ces appréhensions sont en partie justifiées car l'exécutif au Cameroun est centré autour de la présidence et le secrétaire général de la présidence joue de fait le rôle de Premier ministre. Cela se manifeste au quotidien par des irrévérences des ministres à l'égard du Premier ministre. Entretiens de Crisis Group, universitaires anglophones et francophones, Yaoundé et Buea, décembre 2016, mars 2017.

³⁹ Ces 21 revendications étaient exclusivement liées au secteur de l'éducation. Les quatre autres portaient sur des sujets comme la libération des personnes arrêtées durant les manifestations, l'adoption

fond de rumeurs, provoquent des émeutes à Bamenda et font échouer les négociations. Le 14 janvier, le Consortium annule une réunion prévue avec le Comité, condamne les violences des forces de sécurité et déclare deux jours d'opération villes mortes (*ghost towns*) dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Le gouvernement réagit en coupant Internet dans ces deux régions le 17 janvier, en interdisant le Consortium et le SCNC et en arrêtant les dirigeants du Consortium, ainsi que plusieurs activistes comme Mancho Bibixy, au motif que le Consortium aurait conditionné la signature de l'accord à l'adoption du fédéralisme.

Crisis Group a rassemblé de nombreux témoignages, parfois contradictoires, sur les événements du 13 janvier 2017, qui ont joué un rôle décisif dans la rupture du dialogue. Certains affirment que les forces de sécurité ont tiré à bout portant sur les motos-taxis. Selon d'autres, les plus radicaux dans la mouvance anglophone ont tenté d'introduire la question de la sécession dans le débat, durcissant ainsi les positions.⁴⁰ Si ces incidents ont contribué à l'échec des négociations, ils ne l'expliquent pas à eux seuls. En réalité, la tension dans les deux régions, la répression des forces de sécurité et la radicalisation de la population avaient fini par mettre les dirigeants du Consortium dans une position difficile. Ils ne pouvaient plus se limiter à leurs seules demandes – d'autant que les 21 points acceptés n'incluaient que les demandes des enseignants et pas celles des avocats – mais se devaient de soulever le problème anglophone de façon générale. D'après un responsable du Consortium, « la répression du régime a ouvert la boîte de Pandore et la population nous a obligés à poser la question du Southern Cameroons ».⁴¹

Les négociations ont surtout pâti de la forte méfiance entre le gouvernement et les représentants de la communauté anglophone. Le Comité ad hoc inspirait peu confiance, car ses membres étaient surtout francophones. Les membres du Consortium pensaient que le gouvernement ne tiendrait pas sa promesse de satisfaire 21 des 25 réclamations. D'où l'évocation du fédéralisme pour garantir la mise en œuvre de ces réformes et résoudre plus généralement le problème anglophone. Le gouvernement, quant à lui, estimait que les syndicats avaient un agenda caché visant la sécession, et ne cessaient, pour cette raison, de rallonger leur liste de revendications.⁴²

Cherchant sans doute à éviter la contagion de la crise à la partie francophone, le gouvernement a brandi l'épouvantail du sécessionnisme en faisant l'amalgame entre griefs anglophones et division du pays. Certains intellectuels francophones affirment que le fédéralisme n'est pour ces derniers qu'une étape vers la sécession.⁴³ Certains indices, tels que les positions prises durant les négociations, confirmées lors de plusieurs entretiens, suggèrent que certains membres du régime à Yaoundé ont tenté de donner la main aux plus radicaux des anglophones dans le but de présenter leur

d'un plan quinquennal de développement équitable et le fédéralisme. « Grève des enseignants anglophones : le professeur Ghogomu met fin à sa mission », *cameroon-info.net*, 17 janvier 2017.

⁴⁰ Entretiens de Crisis Group, diplomates, membres du Consortium, autorités administratives, Nord-Ouest et Sud-Ouest, 2017.

⁴¹ Entretien de Crisis Group, membre du Consortium, Buea, mai 2017.

⁴² Entretiens de Crisis Group, hauts responsables du ministère de la Justice, maires, Yaoundé, Buea et Bamenda, 2017.

⁴³ Entretiens de Crisis Group, universitaires et chercheurs à la Fondation Paul Ango Ela, Yaoundé, mars-mai 2017.

contestation comme porteuse d'une dangereuse tentative de division du pays. Le gouvernement a aussi invoqué un possible complot, en dépeignant la grève anglophone comme une initiative financée de l'extérieur par une diaspora en intelligence avec des groupes cherchant à déstabiliser le Cameroun.⁴⁴

Après l'arrestation des dirigeants du Consortium le 17 janvier, l'école ne reprenant toujours pas et les opérations ville morte s'intensifiant, le gouvernement prend des mesures d'apaisement. En décembre 2016, il avait déjà annoncé le recrutement de 1 000 enseignants bilingues, une subvention de 2 milliards de francs CFA (3 millions d'euros) pour les écoles privées et le redéploiement d'enseignants francophones hors des régions anglophones. Le 23 janvier 2017, le président de la République crée une Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme.⁴⁵ Les militants anglophones critiquent néanmoins une mesure tardive et regrettent que neuf membres de la Commission sur quinze soient francophones, que la plupart d'entre eux soient âgés et que plusieurs fassent partie du RDPC. La Commission est surtout handicapée par son texte fondateur, qui la cantonne à la rédaction de rapports et au plaidoyer en vue du respect du bilinguisme et du multiculturalisme, sans la doter de pouvoir de sanction. Certains de ses membres reconnaissent cette faiblesse.⁴⁶

Le gouvernement annonce d'autres mesures le 30 mars, notamment la création d'une section *Common Law* à la Cour suprême et à l'École nationale d'administration et de magistrature (ENAM), l'augmentation du nombre d'enseignants en langue anglaise à l'ENAM, le recrutement de magistrats anglophones, la création de départements de *Common Law* dans des universités francophones et l'autorisation provisoire pour les avocats anglophones de continuer d'exercer les fonctions de notaire dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.⁴⁷ Le 20 avril, Internet est rétabli après 92 jours d'interruption. Si ces mesures techniques constituent un premier pas appréciable, elles ne répondent pas aux préoccupations des syndicats en grève et n'apportent pas de solution au volet politique de la question anglophone.⁴⁸ Elles surviennent surtout tardivement, la population réclamant désormais la libération des personnes détenues et l'ouverture d'un dialogue sur les réformes constitutionnelles nécessaires pour instaurer le fédéralisme.⁴⁹

La mobilisation anglophone se poursuit. Depuis le rétablissement d'Internet, elle est à nouveau largement organisée via WhatsApp, tandis que les SMS et les appels téléphoniques avaient pris le relais pendant la coupure.⁵⁰ Plus récemment, la mobilisation a néanmoins faibli, en particulier dans le Sud-Ouest, notamment à cause des conséquences économiques devenues insupportables pour les populations et des pressions du gouvernement. Les groupes radicaux qui se sont constitués ont

⁴⁴ Entretiens de Crisis Group, hauts fonctionnaires et hauts gradés, Yaoundé, décembre 2016, mars 2017.

⁴⁵ Décret n°2017/013 du 23 janvier 2017 portant création de la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme.

⁴⁶ Entretiens de Crisis Group, membres de la Commission pour le bilinguisme, Yaoundé, Douala, Buea, 2017.

⁴⁷ « Revendications des anglophones : la réponse du chef de l'Etat », *Cameroon Tribune*, 31 mars 2017.

⁴⁸ Article du Scacuf, « Biya's common law measures: too little too late », *cameroonjournal.com*, 1^{er} avril 2017. Entretiens de Crisis Group, enseignants de droit francophone et anglophone, Université de Buea, 31 mars 2017.

⁴⁹ Entretiens de Crisis Group, population anglophone, Nord-Ouest et Sud-Ouest, avril-mai 2017.

⁵⁰ Entretiens de Crisis Group, population anglophone, Nord-Ouest et Sud-Ouest, 2017.

aujourd'hui recours aux intimidations, menaces et violences pour faire en sorte qu'elle continue. Les populations, élus locaux, parlementaires et religieux reçoivent régulièrement des SMS et appels venant du Cameroun et de l'étranger, les informant sur les jours de *ghost towns* (rebaptisés *country Sunday*). Un enseignant francophone de l'université de Buea a par exemple reçu onze SMS et six appels en un seul jour pour avoir ignoré les opérations ville morte.⁵¹ Les *country Sunday* ont lieu chaque lundi et tous les jours de fête nationale ou d'évènement étatique. Ceux qui ne les respectent pas sont harcelés et menacés.

Les menaces sont parfois mises à exécution. De janvier à juin 2017, des dizaines de boutiques dans des marchés à Bamenda, Buea et Limbé, une quinzaine de bâtiments et véhicules administratifs et une douzaine d'écoles ont été incendiés pour n'avoir pas respecté le *country Sunday*.⁵² Ces violences alimentent la stratégie gouvernementale de diabolisation de la mobilisation anglophone, d'autant que les représentants du Consortium en exil ne s'en sont distingués que tardivement et timidement. Pour briser la mobilisation, les autorités et forces de sécurité ont aussi usé de méthodes musclées, intimidant la population, menaçant les chefs d'établissement et les opérateurs économiques de leur retirer les licences s'ils prenaient part à la grève, et intimidant les imprimeries ayant produit des tracts. En travaillant avec les compagnies de téléphonie et les agences de transfert d'argent, les forces de sécurité ont arrêté des relais locaux des sécessionnistes en exil et bloqué les transferts d'argent de l'étranger vers les régions anglophones.

Les deux camps utilisent profusément la propagande. Les militants anglophones comme le gouvernement ont fait circuler de fausses informations via Internet, par SMS et par le biais de tracts.⁵³ Le gouvernement a surtout exploité l'idée de fausses informations pour semer le doute et se dédouaner lorsqu'il était interpellé sur les violations des droits humains, même dans les cas avérés.

La diaspora anglophone n'a pas impulsé cette crise, contrairement aux précédentes contestations. Son rôle n'est devenu prépondérant qu'après l'arrestation des responsables du Consortium le 17 janvier.⁵⁴ La mobilisation sur Internet a contribué à exacerber le ressentiment des anglophones et à populariser les idées sécessionnistes. La diaspora a donné à la crise une visibilité au niveau international en organisant des manifestations devant les parlements de pays occidentaux et par des initiatives

⁵¹ Crisis Group a pris connaissance de nombreux messages de ce type. Entretien de Crisis Group, policiers, Buea, mars-mai 2017.

⁵² Compilation faite par Crisis Group à partir d'entretiens avec des militants anglophones et des autorités administratives et du suivi des publications des chefs de file du mouvement sur les réseaux sociaux d'octobre 2016 à juin 2017.

⁵³ Le mouvement anglophone a par exemple prétendu que l'ONU serait sur le point d'accorder l'indépendance au Southern Cameroons, ou que les Southern Cameroons Defense Forces seraient en train de se former pour libérer la région. Crisis Group a eu accès à ces messages. De son côté, le gouvernement a laissé entendre que Ayah Paul Abine avait été arrêté à la frontière du Nigéria en possession d'importantes sommes d'argent ou fait croire qu'il pouvait surveiller les communications WhatsApp.

⁵⁴ La direction provisoire du Consortium a été confiée à Mark Baretta en Belgique et Tapang Ivo aux Etats-Unis. D'autres membres du Consortium sont partis en exil au Nigéria, en Afrique du Sud et aux Etats-Unis. Nkhongo Felix, « Press briefing: transfert of consortium operations to Europe and month-long ghost towns », 17 janvier 2017; entretien de Crisis Group, président du Synes, Buea, mai 2017.

diplomatiques, comme le recours au cabinet américain Foley Hoag pour revendiquer l'indépendance du Southern Cameroons. Cette crise marque aussi un renouvellement générationnel au sein du mouvement anglophone et de la diaspora. Les porte-étendards historiques de la question anglophone issus du SCNC, du Cameroon Anglophone Movement ou des AAC ont été peu entendus. Aux militants des années 1990, issus de l'université du Cameroun qui ont émigré à partir de 1995, ont succédé des jeunes issus de l'université de Buea et de l'University of Buea Student Union, qui ont quitté le Cameroun plus récemment.

Par ailleurs, si la grande majorité de la diaspora anglophone sympathise probablement avec la mobilisation actuelle, une frange s'est montrée très hostile aux appels à la sécession, voire à la mobilisation dans son ensemble, au point parfois d'écrire aux autorités des pays où résident les figures de proue du courant sécessionniste pour réclamer leur expulsion.⁵⁵

La mobilisation actuelle s'effrite aussi parce qu'elle souffre de dissensions internes portant sur la ligne idéologique, la stratégie et les actions. Certains responsables du Consortium comme Wilfred Tassang et Harmony Bobga, respectivement en exil au Nigéria et aux Etats-Unis, se sont désolidarisés de la ligne officielle fédéraliste et ont formé le Southern Cameroons Ambazonia Consortium United Front (SCACUF) qui prône la sécession. Même les dirigeants intérimaires du Consortium au sein de la diaspora, comme Mark Bareta et Tapang Ivo, soutiennent aujourd'hui la sécession.

Au sein de la mouvance sécessionniste, des divergences persistent sur la stratégie et les modes opératoires. Certains privilégient la poursuite des offensives diplomatiques, d'autres mettent l'accent sur le soutien aux villes mortes. Ces divergences portent aussi sur l'usage ou non de la violence. Des rivalités et des luttes de pouvoir les renforcent. Depuis mars, plusieurs petits groupes ont été créés et font usage de la violence. Les coordonnées des personnes et structures ne respectant pas les opérations ville morte sont diffusées sur les réseaux sociaux, ainsi que celles des autorités locales et des hauts fonctionnaires anglophones hostiles à la grève. Les populations sont appelées à incendier leurs propriétés. Ces groupes appellent aussi à la désobéissance fiscale et encouragent les attaques contre les francophones.⁵⁶

Les confessions religieuses chrétiennes supervisent la majorité des institutions scolaires et universitaires dans les régions anglophones. Début décembre 2016, les évêques catholiques des deux régions ont écrit au président Biya et sont allés à Yaoundé pour le rencontrer, mais n'ont pas été reçus. Le 22 décembre, ils ont publié la lettre sous forme de memorandum qui rappelle la plupart des griefs des anglophones.⁵⁷ Le gouvernement les a accusés d'alimenter la crise et a commencé à intimider le clergé et les chefs d'établissements scolaires, les sommant d'ouvrir leurs établissements, fermés depuis le début de la contestation. En avril, une association

⁵⁵ « The role of Mr. Mark Bareta, a Belgian resident, in ongoing destabilization of Cameroon », courriel de Benjamin Akih au vice-Premier ministre et ministre de la Sécurité et de l'Intérieur de la Belgique, consulté par Crisis Group, 24 mai 2017.

⁵⁶ La plupart des messages sont publics et accessibles sur Facebook et YouTube. Des messages plus violents circulent aussi dans des groupes WhatsApp auxquels Crisis Group a eu accès.

⁵⁷ Entretien de Crisis Group, évêque de Buea, mai 2017; « Memorandum presented to the head of State on the current situation of unrest in the North West and South West regions of Cameroon », Bamenda Provincial Episcopal Conference, 22 décembre 2017.

fictive de parents d'élèves a déposé plainte contre les évêques et des pasteurs, rendant plus impopulaire le gouvernement dans cette zone où les dirigeants religieux sont respectés. Cela dit, bien que ces derniers sympathisent avec la cause anglophone, la peur des représailles par les instigateurs des *ghost towns* explique davantage la non-reprise des cours dans les institutions catholiques et protestantes qu'un soutien assumé des religieux à la grève.⁵⁸

La mobilisation anglophone a aussi provoqué des clivages entre francophones et anglophones au sein de la Conférence épiscopale nationale du Cameroun (CENC). En janvier 2017, lors d'une assemblée à Mamfé, les évêques francophones ont reproché à leurs homologues anglophones de ne pas ouvrir les écoles et ces derniers ont regretté la méconnaissance par le clergé francophone des racines du problème anglophone et des menaces qu'ils subissent. En avril, l'archevêque de Douala et président de la Conférence épiscopale a publié une déclaration déplorant la poursuite des évêques en justice, mais les appelant à ouvrir les établissements scolaires. Cette déclaration, critiquée par les militants anglophones, a délégitimé cet archevêque dont le nom avait pourtant circulé en janvier comme possible médiateur.⁵⁹

Les élites gouvernantes de Yaoundé redoutent, à un an de l'élection présidentielle, une diffusion de la crise aux régions francophones, qui partagent nombre des difficultés socioéconomiques des anglophones et où les frustrations ont pris une tournure violente en 2008. La crise étant perçue comme un enjeu de survie, l'intimidation, la répression violente et la coupure d'Internet sont considérés comme un risque à prendre malgré d'éventuelles pressions internationales. Les conséquences économiques et l'éventuelle sanction électorale du RDPC dans les régions anglophones lors des prochains scrutins apparaissent aussi comme des coûts raisonnables, car limités au niveau national.⁶⁰

C. *La réponse de la communauté internationale*

La réponse internationale a été impulsée par les Etats-Unis, les organisations multilatérales et la société civile internationale. Le 28 novembre 2016, le département d'Etat américain publie un communiqué appelant au dialogue dans les régions anglophones et demandant au gouvernement camerounais de respecter les libertés fondamentales.⁶¹ En décembre, le Centre des Nations unies pour les droits de l'Homme et la démocratie en Afrique centrale condamne les violences et invite le Cameroun au

⁵⁸ Les chefs religieux, responsables d'établissements, enseignants et parents d'élèves reçoivent quotidiennement des menaces de personnes et groupes non identifiés et sont victimes de violences. De janvier à avril, le chancelier d'une université catholique a reçu en moyenne une centaine de SMS par jour, lui interdisant d'ouvrir son établissement ; un évêque une cinquantaine d'appels et une enseignante des SMS et des appels lui décrivant son domicile et lui demandant de ne pas se rendre aux cours. Entretiens de Crisis Group, évêques, prêtres, enseignants et chancelier d'université, 2017.

⁵⁹ « Cameroun : les évêques lancent un appel à l'unité », Radio France Internationale (RFI), 1^{er} mai 2017 ; « Mgr. Samuel Klela: selling ignorance and sacralization of temporal power », *cameroon-journal.com*, 11 mai 2017.

⁶⁰ Entretiens de Crisis Group, hauts gradés et hauts fonctionnaires à la présidence, Yaoundé, décembre 2016, mars 2017.

⁶¹ Certains diplomates européens critiquent les Etats-Unis, citant par exemple le fait que c'est une société américaine qui aide l'Etat camerounais à surveiller et à filtrer les réseaux sociaux. Entretiens de Crisis Group, diplomates européens, Yaoundé, juillet 2017.

respect des minorités. Le 18 janvier 2017, la présidente de la Commission de l'Union africaine fait part de ses inquiétudes face aux actes de violence, arrestations et détentions arbitraires, et appelle le gouvernement camerounais à poursuivre le dialogue. En février et en avril, le représentant spécial des Nations unies pour l'Afrique centrale se rend à Yaoundé. Il rencontre les dirigeants du Consortium en prison et signe un communiqué appelant à la libération des prisonniers, au rétablissement d'Internet et au dialogue.

Le 23 mars, lors de la visite du président Biya au Vatican, le pape l'invite au dialogue et au respect des minorités.⁶² Ces déclarations ont joué un rôle dans le rétablissement d'Internet en mars. Mais elles n'ont pas permis d'engager les réformes structurelles et constitutionnelles réclamées par les anglophones.

Les réponses bilatérales et celle de l'Union européenne (UE) ont été les plus faibles. Excepté les Etats-Unis, les partenaires occidentaux du Cameroun, comme la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Canada ou l'UE ne se sont pas prononcés, déclarant exercer des pressions diplomatiques discrètes à Yaoundé.⁶³ Les réactions les plus fortes sont venues de la société civile internationale, notamment du barreau du Royaume-Uni et d'organisations comme Amnesty International.⁶⁴

Le manque de coordination de la réponse internationale a affaibli les initiatives en gestation. Plusieurs pays européens ont envisagé de publier des déclarations mais sont finalement restés silencieux, visiblement par crainte de se retrouver isolés. D'autres partenaires ayant des intérêts économiques au Cameroun ont probablement préféré soutenir tacitement un régime qui sait les ménager face à la concurrence chinoise. En février, certains pays européens ont souhaité que l'Union européenne fasse une déclaration commune sur la question anglophone, mais l'initiative a été bloquée par d'autres pays membres soucieux de ne pas critiquer trop ouvertement le Cameroun du fait de son rôle dans la lutte contre Boko Haram.⁶⁵

Cette réaction relativement timide s'explique en partie par l'hésitation des diplomates à intervenir dans une crise dont les conséquences se sont limitées au pays, sans répercussions dans la sous-région, et qui reste moins aigüe que d'autres crises en Afrique. Les succès, bien que limités, des pressions discrètes les confortent dans leur stratégie de diplomatie non publique.⁶⁶ Plus généralement, les pays occidentaux ont tendance à ménager le Cameroun sur ces questions au vu de sa relative stabilité par rapport à d'autres pays d'Afrique centrale et du faible risque que la crise anglo-

⁶² « Cameroun : Paul Biya confronté à la triple pression de l'ONU, des Etats-Unis et du Vatican », *Jeune Afrique*, 13 avril 2017.

⁶³ Des responsables de la commission de l'UE ont néanmoins rencontré les membres du gouvernement à Yaoundé en avril. Il y a aussi eu des rencontres en février et avril entre des ambassadeurs de pays européens et les autorités camerounaises. Ces démarches étaient formelles, bien que volontairement discrètes. Entretiens de Crisis Group, diplomates occidentaux, Yaoundé, Washington et New York, février-juillet 2017.

⁶⁴ « Open Letter to His Excellency Paul Biya », The Bar Council of England and Wales, 24 mars 2017; « Cameroon: arrests and civil society bans risk inflaming tensions in English-speaking regions », communiqué, Amnesty International, 20 janvier 2017.

⁶⁵ Entretiens de Crisis Group, diplomates occidentaux, Yaoundé, février-mai 2017.

⁶⁶ A la question de savoir si une réaction plus publique serait appropriée, un ambassadeur à Yaoundé a répondu « on ne sait pas, mais on se pose la question tous les jours ». Entretien de Crisis Group, mai 2017.

phone conduite à une partition du pays. Le rôle du Cameroun dans la lutte contre Boko Haram renforce cette attitude.⁶⁷

Quant au gouvernement du Nigéria voisin, il ne s'implique pas dans la crise actuelle. Il se méfie d'ailleurs de la contestation anglophone, car il redoute que la partie anglophone du Cameroun puisse, si elle devenait indépendante, servir de base arrière aux mouvements séparatistes nigériens. Néanmoins, certaines populations du Sud-Est nigérien sympathisent avec les activistes anglophones camerounais, probablement sans que cela se traduise par un soutien substantiel.⁶⁸

⁶⁷ Entretiens de Crisis Group, diplomates occidentaux, Yaoundé, mars 2017. Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°241, *Cameroun : faire face à Boko Haram*, 16 novembre 2016.

⁶⁸ Entretiens de Crisis Group, diplomates camerounais, nigériens et militants anglophones, Yaoundé-Buea, mars-mai 2017.

IV. Une crise aux dimensions politiques, économiques et sociales

A. *Les conséquences politiques*

La crise en cours a amplifié l'adhésion, très probablement déjà majoritaire, des populations anglophones au fédéralisme, et a renforcé le soutien au sécessionnisme.⁶⁹ Cette nouvelle configuration illustre combien le problème anglophone est profond. Sans le consentement d'une bonne partie de la population, les opérations villes mortes et la fermeture des écoles ne pourraient se poursuivre depuis neuf mois.⁷⁰ A mesure des frustrations et des déceptions subies, le désir d'une intégration plus juste et la volonté de mieux vivre avec les francophones s'éclipsent pour laisser place à une aspiration d'autonomie.

Si les anglophones souhaitent en majorité le fédéralisme, le nombre d'états de la future fédération est loin de faire consensus. Une fédération à deux états comme avant l'unification, quatre ou six états pour mieux refléter les équilibres sociologiques du pays et faire accepter l'idée de fédéralisme aux francophones, ou encore dix états pour reprendre le découpage actuel du Cameroun en dix régions? D'autres insistent pour que, quel que soit le nombre d'états fédérés, la capitale fédérale Yaoundé ne fasse partie d'aucun d'entre eux.⁷¹ Pour certains activistes anglophones, le fédéralisme apparaît aussi comme une stratégie de négociation maximaliste. Ils mettent la barre haut, afin d'obtenir au moins une décentralisation effective, avec une vraie autonomie de gestion des dix régions actuelles, passant par l'amélioration et l'application intégrale des lois sur la décentralisation.⁷²

Le débat sur les contours de la fédération est aussi révélateur des divisions minant souvent le mouvement anglophone – entre le Nord-Ouest où les ethnies des « grassfields » proches des Bamiléké sont majoritaires, et le Sud-Ouest, dominé par les groupes ethniques sawa.⁷³ La majorité des anglophones du Nord-Ouest voudraient

⁶⁹ Entretiens de Crisis Group, universitaires et populations, Sud-Ouest et Nord-Ouest, 2017.

⁷⁰ La mobilisation concerne presque tous les segments de la population anglophone. Seule l'élite anglophone gouvernementale semble se distancer du mouvement, mais même cette élite est accusée d'hypocrisie et de double discours par les ministres francophones. Plusieurs policiers francophones ont dit être certains que des policiers anglophones étaient solidaires de la cause anglophone. Seuls l'uniforme et la discipline du corps les dissuaderaient de s'exprimer publiquement. Entretiens de Crisis Group, commissaires de police et conseiller technique à la présidence, Yaoundé, Douala, Buea, 2017.

⁷¹ Entretiens de Crisis Group, universitaires et syndicalistes, Bamenda, avril 2017.

⁷² Voir loi n°2004/17 du 22 juillet 2004 d'orientation de la décentralisation ; loi n°2004/18 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes ; loi n°2004/19 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux régions ; loi n°2009/11 du 10 juillet 2009 portant régime financier des collectivités décentralisées. Cette nouvelle décentralisation devrait, selon cette frange militante, passer par une réduction drastique de la présence de l'Etat central au niveau des régions et par un renforcement administratif et financier des pouvoirs locaux élus. Entretiens de Crisis Group, militants anglophones, étudiants et membres du Consortium, Bamenda, Buea et prison de Yaoundé, avril, mai 2017 ; courriel de Crisis Group, militant de la diaspora, juin 2017.

⁷³ Les Bamiléké et les Sawa sont deux groupes ethniques importants au Cameroun, présents en zones francophone et anglophone. Les grassfields, plus connus comme les Bamiléké, sont originaires des régions de l'Ouest francophone et d'une partie du Nord-Ouest anglophone. Les Sawa sont originaires des régions côtières francophones et anglophones, dont la ville francophone de Douala et des

une fédération à deux états, comme en 1961. Les élites et autochtones sudistes ont toujours dénoncé la domination démographique, politique, économique et l'accaparement de leurs terres par les migrants nordistes, et ont donc tendance à opter pour une fédération à dix états afin de conserver leur autonomie. Certains d'entre eux, notamment au sein de la minorité bakweri, préféreraient même un état fédéré avec les Sawas du Littoral (les Douala), plutôt qu'avec les Grafis du Nord-Ouest. D'autres sudistes proposent une fédération à plusieurs états ou une fédération à deux états, mais prévoyant une décentralisation effective au sein des deux régions de l'état fédéré anglophone.⁷⁴

La mobilisation en cours a tenté, avec un succès partiel, de dépasser ces vieux clivages en partie parce que plusieurs membres du Consortium sont sudistes.⁷⁵ Mais lorsque fin janvier, les chefs traditionnels du Nord-Ouest ont écrit au président de la République pour appeler à un geste d'apaisement par la libération des prisonniers, les chefs traditionnels du Sud-Ouest ont réagi en adressant une motion de soutien au gouvernement et en appelant les jeunes du Sud-Ouest à se désolidariser du désordre des nordistes.⁷⁶ Cependant, le clivage a été moins prononcé au sein de la population ; les opérations villes mortes, bien que faiblissant, sont aussi suivies dans le Sud-Ouest, et parfois même plus intenses dans les villes comme Kumba, où les jeunes ont dénoncé la rhétorique ethnique de leurs élites.⁷⁷

Cette mobilisation est révélatrice du fossé entre l'élite anglophone, qui a depuis très longtemps tenté de jouer un rôle d'intermédiaire entre Yaoundé et les populations anglophones, et a parfois même soutenu une répression dure, et les préoccupations des populations anglophones.⁷⁸ En effet, le Premier ministre et les élites anglophones, qui ont essayé de jouer ce rôle de médiateur au début de la crise, ont été conspués par la foule.

Le déficit de légitimité des dirigeants anglophones concerne aussi, à un moindre degré, les chefs de l'opposition. En novembre 2016, le président du Social Democratic Front s'est fait huer à Bamenda alors qu'il tentait de calmer une foule en colère. La crise crée des tensions au sein du SDF entre une frange plus radicale qui, à l'image du député Wirba, réclame une fédération à deux états ou la sécession, et une frange plus traditionnelle réclamant le fédéralisme à quatre états ou, pour les plus modérés,

villes anglophones du Sud-Ouest comme Limbé et Buea. Concrètement, dans le Sud-Ouest anglophone plusieurs ethnies autochtones comme les Bakweri sont strictement similaires aux Duala de la ville de Douala, et font tous partie de l'ensemble Sawa. De même, plusieurs ethnies au Nord-Ouest anglophone ressemblent en tout point aux Bamiléké de l'Ouest francophone, et font tous partie de l'ensemble grassfield.

⁷⁴ Entretiens de Crisis Group, élites et élus locaux, Buea, Limbé, Kumba, mars-mai 2017.

⁷⁵ Contrairement à une idée répandue, le mouvement anglophone n'est pas limité au Nord-Ouest. Les premiers et principaux idéologues du mouvement anglophone viennent du Sud-Ouest et c'est là que s'est tenue la première All Anglophone Conference.

⁷⁶ « Crise anglophone : la libération des prisonniers divise », *Mutations*, 17 février 2017 ; « At South West elite forum in Buea : speakers launch xenophobic attacks on North Westerners », *The Guardian Post*, 3 février 2017.

⁷⁷ Entretiens de Crisis Group, étudiants et jeunes du Sud-Ouest, Buea, Limbé et Kumba, mars-mai 2017.

⁷⁸ La plupart des élites anglophones gouvernementales prônaient la ligne très dure espérant plaire au président de la République. Entretiens de Crisis Group, hauts fonctionnaires, diplomates et élites anglophones, Yaoundé, mars-mai 2017.

une meilleure décentralisation.⁷⁹ Pour être en phase avec son électorat, le SDF a accentué en 2017 sa revendication du fédéralisme à quatre états tout en prenant des mesures symboliques comme la non-participation au défilé du 20 mai en solidarité avec les détenus anglophones. Même au sein du RDPC au pouvoir, les députés anglophones ont fait part de leurs inquiétudes au gouvernement. En mars 2017, ils ont supplié le chef de l'Etat de rétablir au moins Internet et de libérer les détenus politiques anglophones.⁸⁰

La crise anglophone est à la fois un problème classique de minorité et reflète des problèmes plus structurels. D'abord, elle révèle des failles majeures en matière de gouvernance, avec un manque de capacité de décision accentué par les absences prolongées du pays du tout-puissant président, une fausse décentralisation, un manque de légitimité des élites locales, un fossé générationnel important, un système de gouvernance reposant sur la cooptation des chefs traditionnels et des élites locales, et une politique d'équilibre régional détournée au profit de grandes familles liées au régime.⁸¹

Ensuite, cette crise prolonge la restriction des libertés publiques qui s'accroît depuis 2013 : interdiction des manifestations, arrestation et brutalisation des militants de partis politiques, journalistes et chercheurs. Elle a même servi de prétexte à une répression plus importante, avec l'utilisation de la loi antiterroriste à des fins politiques, un plus grand contrôle des médias sociaux et des menaces contre les journalistes.⁸² Enfin, la nature autoritaire du régime actuel est mise en lumière par son refus de négocier les questions de fond et par ses réactions parfois brutales.

⁷⁹ Le député Wirba a résolument soutenu la cause anglophone et critiqué le gouvernement lors d'une intervention au parlement. Il est ensuite parti en exil. Entretien de Crisis Group, sénateur SDF, Yaoundé, mars 2017 ; « Wirba Joseph Cameroonien Parliamentarian defies speaker of the house on Anglophone problem », YouTube, 13 décembre 2016, <http://bit.ly/2f7lUTi> ; « Crise anglophone : Joseph Wirba charge Fru Ndi » *Le Messenger*, 6 avril 2017. Sur la position du SDF, entretiens de Crisis Group, militants du SDF, populations, universitaires et diplomates européens, Yaoundé, Douala, Buea et Bamenda, mars-mai 2017.

⁸⁰ « Cameroun : des parlementaires du parti au pouvoir appellent Paul Biya à envisager la libération des leaders anglophones », *Jeune Afrique*, 16 février 2017.

⁸¹ Voir le briefing Afrique de Crisis Group N°101, *Cameroun : prévenir vaut mieux que guérir*, 4 septembre 2014 ; et Luc Sindjoun, *L'Etat ailleurs : entre noyau dur et case vide* (Paris, 2002). Voir le décret n°75/496 du 3 juillet 1975, le décret n°82/407 du 7 septembre 1982 et le décret n°2000/696/PM du 13 septembre 2000 qui institutionnalisent l'équilibre régional. Gabriel Jürg Martin, « Cameroon's Neopatrimonial Dilemma », *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 17, no. 2 (1999).

⁸² En janvier, la ministre des Postes et Télécommunications a signé un arrêté condamnant à des amendes et à la prison ferme toute apologie du fédéralisme dans les médias et les réseaux sociaux ; cela a été suivi par des pressions exercées par le ministère des Postes et le Conseil national de la communication (CNC). « Crise anglophone : le SNJC demande aux journalistes d'ignorer les injonctions du CNC », camerpost.net, 22 janvier 2017. Des SMS sont envoyés régulièrement aux populations pour les avertir des peines encourues en cas de publication de fausses nouvelles ou d'apologie du fédéralisme. Entretiens de Crisis Group, journalistes, Yaoundé, décembre 2016, mars 2017. « Des médias camerounais dénoncent les pressions de Yaoundé sur le traitement de la crise anglophone », *Le Monde*, 22 février 2017.

La crise actuelle pourrait avoir un retentissement sur les élections de 2018 et même sur la coupe d'Afrique de football prévue pour 2019.⁸³ Si le climat actuel se prolonge, les chances d'organiser des élections pacifiques dans les deux régions anglophones semblent limitées. Mais lors des prochaines élections, les prises de position des militants anglophones qui ont gagné en popularité pendant cette crise seront cruciales. Entre boycott, soutien au SDF et création de nouveaux mouvements, tout semble à présent possible.⁸⁴ Le SDF a nommé en 2016, pour la première fois, un secrétaire général francophone, entamant par là un processus de reconquête d'une base nationale, mais s'est ensuite radicalisé et re-anglophonisé du fait de la crise. Va-t-il modérer à nouveau son discours, en espérant rassembler les voix francophones, ce qu'il n'est plus parvenu à faire depuis 1997, ou privilégier la zone anglophone, dans l'espoir d'améliorer son score des dernières élections.⁸⁵ Quoi qu'il advienne du SDF, le RDPC et les partis francophones sont désormais en position de faiblesse dans les régions anglophones.

B. *Les conséquences économiques*

La marginalisation économique joue un rôle majeur dans le mécontentement des anglophones. Même si les deux régions anglophones ne souffrent pas plus que certaines régions francophones de la crise économique prolongée, les habitants ont le sentiment d'un potentiel non réalisé (ou volontairement gâché) et d'être laissés à l'abandon.⁸⁶

Aucune étude économique sérieuse n'a encore été publiée sur l'impact économique de la crise, mais l'isolement durant plusieurs mois de deux régions contribuant à environ 20 pour cent du PIB camerounais a sans aucun doute eu un impact sur ces régions et l'économie nationale.⁸⁷ En 2016, les régions anglophones étaient classées parmi les plus connectées du Cameroun, juste après Douala et Yaoundé. La coupure d'Internet a paralysé plusieurs secteurs de l'économie locale, notamment ceux de la banque et de la microfinance. L'économie locale est organisée autour de la production des hydrocarbures, qui représente 9 pour cent du PIB camerounais, du bois, qui en représente 4,5 pour cent, de l'agriculture intensive avec de grandes plantations comme la Cameroon Development Corporation et d'autres plantations moyennes qui

⁸³ Le parti au pouvoir domine le paysage politique camerounais. À l'élection présidentielle de 2011, Paul Biya a obtenu 78 pour cent des voix, aux élections générales de 2013, le RDPC a obtenu 148 députés sur 180, 82 sénateurs sur 100 et 303 maires sur 360.

⁸⁴ Observations de Crisis Group, groupes anglophones WhatsApps et Facebook, 2016-2017.

⁸⁵ Le SDF n'a que dix-huit députés sur 180 (dont quatorze dans la zone anglophone), quatorze sénateurs sur 100 et 23 maires sur 360 (dont dix-huit dans la zone anglophone). À la dernière élection présidentielle de 2011, le parti n'a obtenu que 10,8 pour cent des voix. « Cameroun : SOS SDF », *Jeune Afrique*, 26 février 2017.

⁸⁶ Le taux de pauvreté au Cameroun en 2014 était de 37,5 pour cent selon l'INS. Il était de 74,3 et 67,9 pour cent à l'Extrême-Nord et au Nord, et dans la partie anglophone de 55,6 et 18 pour cent au Nord-Ouest et Sud-Ouest. Les populations anglophones ne sont donc pas plus pauvres que celles du Nord et de l'Est, mais elles sont de loin plus pauvres que celles de Douala et Yaoundé auxquelles elles se comparent souvent et où ce taux est, respectivement, de 4,2 et 5,4 pour cent. « Tendances, profils et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001 et 2014 », INS (Yaoundé, 2015).

⁸⁷ Entretiens de Crisis Group, économistes et statisticiens, Yaoundé, décembre 2016, mars 2017.

approvisionnement Douala et les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, ainsi que des cultures de cacao, d'hévéa, etc.⁸⁸

Les anglophones et les sudistes en particulier se plaignent souvent du manque d'anglophones dans les effectifs et aux postes de décision des entreprises étatiques pétrolières comme la Société nationale de raffinage (Sonara), basée dans le Sud-Ouest, et la Société nationale des hydrocarbures (SNH).⁸⁹ Tous les secteurs de l'économie locale, sauf ceux des hydrocarbures et de la foresterie, ont été significativement affectés par la crise, avec des répercussions sur certains commerces et industries de la partie francophone. Selon plusieurs estimations, la coupure d'Internet a directement coûté, à elle seule, 2 milliards de francs CFA (3 millions d'euros).⁹⁰

C. *Les conséquences sociales*

La crise actuelle est révélatrice des clivages francophones versus anglophones au Cameroun. Les francophones sont en général peu au courant des fondamentaux du problème anglophone et regardent à la fois avec curiosité, méfiance et souvent moquerie les anglophones réclamant le fédéralisme ou la sécession. Pour leur part, les anglophones reprochent aux francophones leur manque de solidarité ; alors que beaucoup de francophones affirment soutenir les revendications des anglophones,⁹¹ ces derniers estiment que ce soutien ne dépasse pas l'état du discours, et que leurs problèmes en tant que minorité sont mal compris. En effet, très peu d'organisations de la société civile et de partis politiques francophones se sont rendus dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest depuis octobre 2016. Les enseignants francophones n'ont pas soutenu leurs collègues anglophones malmenés. Lorsque les avocats anglophones ont été bastonnés et arrêtés en dehors de tout cadre légal, le soutien du barreau a été tardif et limité, poussant une partie des avocats anglophones à réclamer la création de leur propre barreau.⁹²

Autre point d'achoppement, les francophones sont majoritairement opposés au fédéralisme, prônant plutôt une décentralisation effective.⁹³ Certains francophones reprochent aussi aux anglophones de tribaliser et particulariser des problèmes nationaux et soulignent que certaines régions francophones sont encore moins bien loties que les régions anglophones.⁹⁴ Les enseignants francophones en zone anglophone se plaignent de discriminations dans les universités et des citoyens francophones

⁸⁸ « Ventilation de l'économie camerounaise », rapport de l'INS, 2016. Les autres secteurs importants sont ceux du commerce, de la banque et des établissements de microcrédit, des services, des petites et moyennes industries et du transport. Le Sud-Ouest est considéré comme le poumon économique de la zone, car l'industrie du bois, la CDC et l'industrie liée à l'exploitation du pétrole sont situés dans cette région.

⁸⁹ Entretiens de Crisis Group, population Anglophone, Buea et Bamenda, mars-mai 2017.

⁹⁰ Yonatan Morse, « Cameroon has been in crisis for six months. Here is what you need to know », *The Washington Post*, 2 juin 2017.

⁹¹ Entretiens de Crisis Group, universitaires et dirigeants syndicaux francophones, décembre 2016 et mars 2017.

⁹² Entretiens de Crisis Group, anciens bâtonniers, Yaoundé, mai 2017.

⁹³ Entretiens de Crisis Group, présidents d'ONGs et de partis politiques francophones, Yaoundé et Douala, 2016-2017.

⁹⁴ Une des critiques les plus virulentes des francophones est celle de la conception tribale de l'anglophonie par les ressortissants du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

de stigmatisations et d'appels à la violence depuis janvier 2017.⁹⁵ Certains francophones moquent donc les anglophones et soutiennent la répression gouvernementale. Il y a bien sûr des exceptions, comme Abouem Atchoyi, ancien ministre de l'Enseignement supérieur et ancien gouverneur du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, qui a publié une longue tribune en janvier 2017 pour expliquer la légitimité des revendications des anglophones.⁹⁶

Pourtant, la crise a aussi permis une certaine prise de conscience et certains anglophones évoquent un meilleur traitement dans les services publics à Yaoundé et d'un bilinguisme plus présent dans les communications officielles.⁹⁷ La crise a également mis en lumière des stratégies de résilience économique des anglophones, reposant essentiellement sur la solidarité des anglophones résidant en zone francophone et à l'étranger.⁹⁸ Cependant, elle engendre aussi des difficultés sociales non prévues par les grévistes : le boycott des écoles a entraîné par exemple une charge supplémentaire de garde des enfants, qui incombe surtout aux femmes, un accroissement de la délinquance juvénile, des grossesses précoces et du décrochage scolaire.⁹⁹

⁹⁵ Entretiens de Crisis Group, fonctionnaires, enseignants et conducteurs de taxi francophones, Buea, mars-mai 2017. Max Saintclair Mbida, « Dynamique contestataire et déviance démocratique : approche compréhensive et configurationnelle des mobilisations estudiantines à l'université de Buea », dans Jean-Emmanuel Pondi (dir.), *Citoyenneté et pouvoir politique en Afrique centrale : état des lieux* (Paris, 2016), p. 297-322.

⁹⁶ Entretiens de Crisis Group, jeunes, Yaoundé, Maroua, Douala, décembre 2016-mai 2017. David Abouem Atchoyi, « Le problème anglophone pourrait devenir le nouveau Boko Haram », *Le Jour*, 10 janvier 2017.

⁹⁷ Observations de Crisis Group dans plusieurs ministères, Yaoundé, mars-mai 2017.

⁹⁸ Entretiens de Crisis Group, président de parti politique et militants politiques, Douala, mars et mai 2017.

⁹⁹ Entretiens de Crisis Group, prêtres, jeunes filles et femmes, Buea et Bamenda, mars-juin 2017.

V. Sortir de la crise : rétablir le dialogue et aborder les questions de fond

Même si les violences, qui ont fait rage de novembre 2016 à janvier 2017, ont cessé, les éléments de crise demeurent : radicalisation de la diaspora et d'une frange de la population, rupture de confiance avec le gouvernement et violences sociales ciblées. Le procès en cours des militants anglophones comporte plusieurs failles révélatrices de problèmes persistants : sans cesse reporté, en langue française – avec des traductions approximatives quand elles ne sont pas absentes – portant sur des infractions commises par des anglophones dans les régions anglophones.

Si une solution durable n'est pas trouvée, la prochaine résurgence du problème anglophone pourrait être violente. L'attitude hautaine et le cynisme des hauts commis de l'Etat peuvent être vecteur d'instabilité, notamment lorsqu'ils affirment que « tant que les anglophones ne prennent pas les armes, la grève actuelle ne [les] gêne pas outre mesure ».¹⁰⁰ « Les anglophones peuvent faire quoi ? S'ils ne vont pas à l'école tant pis pour eux », ajoute un haut fonctionnaire.¹⁰¹ Ils parient à tort sur l'essoufflement et les divisions des grévistes, car bien que la mobilisation ait baissé en intensité depuis mai, et même si elle finit par s'essouffler, le problème de fond et le mécontentement des populations resteront intacts.

Au sein du mouvement sécessionniste, bien que la ligne officielle demeure l'obtention de l'indépendance par la non-violence, une propension à la violence commence à naître. Des messages appelant à la lutte armée circulent dans les groupes WhatsApp et on enregistre des violences sociales ciblées (intimidations, incendies, bastonnades). Le groupe Southern Cameroons Defense Forces annonce régulièrement sur Facebook et YouTube son arrivée imminente pour libérer l'Ambazonie. Depuis juillet 2017, un conseil de gouvernement de l'Ambazonie a été virtuellement formé et Sisiku Ayuk Tabe élu Premier ministre lors d'un vote sur Internet. Tout cela est à prendre au sérieux, d'autant que certains groupes sécessionnistes ont fait circuler des vidéos encourageant la violence, en expliquant par exemple comment fabriquer des cocktails Molotov.¹⁰²

Les partisans de la violence armée ne sont pas encore passés à l'acte parce qu'ils n'en ont pas les moyens, ne bénéficient pas de soutiens extérieurs suffisants et demeurent très minoritaires même parmi les sécessionnistes. Mais la remise en cause du leitmotiv de la non-violence, hérité du SCNC, est inquiétante. Si la crise actuelle n'a pas basculé en violence armée, c'est aussi parce que les principaux acteurs ne l'ont pas voulu. Ils n'ont pas non plus envisagé que la crise aurait une telle ampleur et une telle durée.¹⁰³

¹⁰⁰ Entretien de Crisis Group, haut fonctionnaire à la présidence, Yaoundé, décembre 2016.

¹⁰¹ Entretien de Crisis Group, Yaoundé, mars 2017.

¹⁰² Entretiens de Crisis Group, hauts gradés de la police, Buea, mars-mai 2017 ; discussions WhatsApp, militants sécessionnistes, mars-juillet 2017 ; et « SCDF, Southern Cameroons Defense Forces updates », YouTube, 28 mars 2017, <http://bit.ly/2tYX4r3> ; et « Resistance Speech by the FAGC Leader Ayaba Cho Lucas », YouTube, 22 juin 2016, <http://bit.ly/2wl4xlo>.

¹⁰³ Un membre du Consortium a déclaré : « Nous n'avons pas initialement déclenché la grève pour le fédéralisme ou la sécession et encore moins par la lutte armée. Les discussions étaient plutôt cordiales avec le gouvernement. C'est pourquoi aucun de nous ne s'est préparé à une quelconque

La résolution durable du problème anglophone passe par un apaisement de la situation et le rétablissement de la confiance entre gouvernement et acteurs anglophones, des mesures cohérentes pour répondre aux revendications corporatistes, et des réformes institutionnelles pour répondre au problème national de gouvernance dont la question anglophone est le symptôme. Sans pression internationale, les chances que ces mesures soient mises en œuvre sont actuellement limitées.

A. *Apaiser, rétablir la confiance et lancer un véritable dialogue avant les élections*

Il est difficile d'envisager un dialogue crédible sans apaisement et sans rétablissement du lien de confiance entre les parties. Un discours de tolérance, d'ouverture au dialogue et de reconnaissance du problème anglophone par le chef de l'Etat constituerait un premier geste important. Il devrait être immédiatement suivi de plusieurs mesures d'apaisement : la libération des membres du Consortium ; l'invitation au retour des exilés ; l'arrêt des poursuites contre le clergé anglophone ; la poursuite en justice des forces de sécurité responsables de bavures ; un remaniement du gouvernement et de la haute administration afin d'accroître la représentation politique des anglophones et de remplacer ceux des hauts commis qui cristallisent les tensions ; la restructuration et la recomposition de la Commission pour le bilinguisme et le multiculturalisme ;¹⁰⁴ et un déplacement du président de la République dans les régions anglophones.

Par la suite, le gouvernement pourrait reconstituer le Comité interministériel ad hoc, pour y intégrer de manière paritaire des hauts fonctionnaires anglophones et pour que ses compétences ne soient pas limitées au traitement des revendications corporatistes. Cela suppose de décriminaliser le débat politique, y compris sur le fédéralisme, et d'associer une tierce partie (Eglise catholique ou acteur international) comme médiateur.

B. *Répondre aux préoccupations des anglophones*

Une fois les négociations amorcées, il s'agira pour le gouvernement d'envisager des concessions allant dans le sens d'une meilleure représentation politique et administrative des anglophones. De même, le gouvernement devrait accroître l'investissement public et économique en zone anglophone et s'assurer que la majorité des forces de sécurité et des autorités administratives et judiciaires qui y sont déployées soient anglophones. Enfin, il devrait appliquer les mesures qu'il a annoncées ou qui ont été

guérilla. On n'a pas cherché des bases arrière hors du pays, car on savait qu'on est là juste pour discuter. Notre cavale au Nigéria était non préparée. Mais au moins le message est passé et on sait désormais comment se comporter pour le futur ». Entretiens de Crisis Group, membres du Consortium, Buea, mai 2017.

¹⁰⁴ Il s'agirait du remplacement de son président et des membres proches du parti au pouvoir et cumulant plusieurs fonctions par une équipe plus légitime, plus jeune et paritairement composée de francophones et d'anglophones, y compris des membres du Consortium, ainsi que l'élargissement de son champ de compétences aux sanctions de départements ministériels et structures publiques ne respectant pas le bilinguisme ou discriminant des anglophones, et d'une plus grande indépendance vis-à-vis de l'exécutif.

décidées avec le Consortium et prendre des mesures additionnelles pour renforcer le caractère semi-autonome des systèmes éducatifs et judiciaires anglophones.

C. *Réformer la gouvernance à moyen terme*

La crise anglophone a montré les limites du centralisme présidentiel et d'un système de gouvernance reposant sur la cooptation. La mise en œuvre d'une décentralisation effective pourrait pallier ce problème au niveau national. Elle apparaît comme la seule alternative au fédéralisme et présente l'avantage de pouvoir contenter à la fois les francophones, qui rejettent très majoritairement le fédéralisme à deux états, et les anglophones modérés, ouverts à un fédéralisme à dix états ou à la décentralisation.

A ce jour, le pouvoir exécutif et la haute administration sont les seuls à s'opposer véritablement à la décentralisation. Cela se comprend : elle déposséderait la présidence du contrôle absolu qu'elle exerce sur les régions et pourrait – en donnant lieu à des expériences démocratiques locales susceptibles d'avoir un retentissement national – menacer la toute-puissance du régime.¹⁰⁵ Mais le risque que fait courir le pourrissement de la crise est sérieux, pouvant à terme déstabiliser le pays. Une décentralisation impulsée par le régime pourrait garantir un avenir plus consensuel et paisible. Une vraie décentralisation pourrait même stimuler un renouvellement sain du RDPC. Plusieurs responsables et certains hauts commis francophones y sont d'ailleurs favorables.¹⁰⁶

La décentralisation pourrait se faire sur la base des dix régions actuelles. Elle nécessitera l'application intégrale et le perfectionnement des lois existantes. Aujourd'hui, la décentralisation est déficiente : les délégués du gouvernement jouant les rôles de super maires sont nommés à la tête des grandes villes et ne rendent compte qu'au président de la République, ce qui rend les mairies inopérantes. Ces dernières doivent attendre leurs budgets des délégués du gouvernement, ce qui suscite le mécontentement des maires de l'opposition comme du parti au pouvoir.¹⁰⁷ Le transfert des ressources financières (dont le pourcentage n'est pas précisé dans les textes de loi) n'est passé en treize ans que de 4 à 7 pour cent alors qu'il est de 20 pour cent dans d'autres Etats unitaires décentralisés comme le Kenya et le Ghana. Les compétences ne sont toujours pas transférées et restent entre les mains des autorités nommées par Yaoundé.¹⁰⁸

La nouvelle décentralisation, pour être acceptée et efficace, devra réduire les pouvoirs des administrateurs nommés par Yaoundé via la création de conseils régionaux, l'élection des présidents de régions, un transfert conséquent des ressources financières et des compétences – mesures qui sont toutes déjà prévues par la loi. Elle devra également inclure des dispositions légales spécifiques aux régions anglophones

¹⁰⁵ Entretiens de Crisis Group, hauts fonctionnaires, Yaoundé, 2017, préfets et sous-préfets, Nord-Cameroun et Yaoundé, 2016-2017.

¹⁰⁶ Entretiens de Crisis Group, responsables du RDPC et hauts fonctionnaires, Yaoundé, Décembre 2016.

¹⁰⁷ Pour l'année 2017, ce budget a commencé à être transféré après six mois de retard. Entretiens de Crisis Group, maires RDPC et SDF, Yaoundé, Douala, Kumba, mai 2017.

¹⁰⁸ Entretiens de Crisis Group, enseignants à l'Université catholique d'Afrique centrale et chercheurs à la Fondation Paul Ango Ela, Yaoundé, décembre 2016.

dans les domaines de l'éducation, la justice et la culture qui ne sont pas présentement dans la loi.

D. Une réponse internationale plus ferme

Une réponse plus ferme de la communauté internationale pourrait contribuer à éviter que le conflit ne s'enlise et ne menace la stabilité dans ce pays pivot d'Afrique centrale. Pour ce faire, elle pourrait commencer par souligner le droit des anglophones de discuter de leur avenir et de celui de leur pays, à une meilleure représentation politique et à une plus grande prise en compte de leurs différences culturelles et linguistiques. La condamnation publique de l'utilisation de la loi antiterroriste à des fins politiques serait un premier pas important.

Les Nations unies, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la France et l'Union africaine devraient être les porte-voix de la réponse internationale. Le Royaume-Uni et les Nations unies sont les acteurs historiques de ce processus. La France est un partenaire stratégique pour le Cameroun et le premier partenaire de développement dans la zone anglophone. Mais les anglophones estiment qu'elle freine la réponse de la communauté internationale, elle qui s'est faite le chantre du multilinguisme et du multiculturalisme dans le cadre de la francophonie. Les Etats-Unis, partenaire sécuritaire le plus important du Cameroun, sont écoutés par le régime en place, et accueillent la plus forte diaspora de Camerounais anglophones. Premier acteur international majeur à réagir à cette crise, ils devraient maintenir leur pression. Ces Etats et organisations devraient encourager le gouvernement camerounais à prendre des mesures d'apaisement, à engager un véritable dialogue et à réformer le mode de gouvernance, y compris par la décentralisation. Ils devraient aussi se rendre disponibles pour une éventuelle médiation durant les négociations, si les parties le réclament.

VI. Conclusion

Les violences qui ont fait rage de novembre 2016 à janvier 2017 dans les deux régions anglophones du Cameroun et l'ampleur des opérations ville morte qui ont suivi montrent que le problème anglophone demeure profond. Il ne sera résolu ni par le déni, ni par la répression, mais par le dialogue et des réformes institutionnelles pertinentes. Face à la pression de l'Etat et aux difficultés financières à poursuivre la grève, certains habitants se sont désolidarisés du mouvement et davantage l'auraient fait s'ils n'étaient pas menacés par des sécessionnistes. Pour autant, leur mécontentement reste intact. Après avoir sacrifié une année scolaire et supporté les pressions de l'Etat et des militants sécessionnistes, leur amertume risque de s'accroître s'ils n'obtiennent aucune avancée consistante, notamment sur le terrain des réformes éducatives et de la gouvernance.

Le gouvernement a tort de parier sur l'essoufflement de la crise. La menace d'une seconde année presque blanche plane sur la prochaine rentrée scolaire. A un an de la prochaine élection présidentielle et des élections générales, mépriser le mécontentement et la colère d'un cinquième de sa population est un mauvais calcul politique, d'autant que les francophones partagent également une partie de ces griefs. Au-delà de la question électorale, les violences sporadiques de ces derniers mois et les communications dans les réseaux sociaux ont montré que certains sécessionnistes seraient prêts à la lutte armée. L'ouverture d'un front à l'Ouest pourrait s'avérer dramatique pour le Cameroun, qui fait déjà face à Boko Haram à l'Extrême-Nord et à des miliciens centrafricains dans sa partie orientale.

Nairobi/Bruxelles, 2 août 2017

Annexe A: Carte du Cameroun



Annexe B: Chronologie

Juillet 1884

Signature du protectorat entre l'Allemagne et les chefs traditionnels Duala du Kamerun.

1915

Fin de l'administration allemande.

1919

Division du Cameroun entre la France et le Royaume-Uni par la déclaration de Londres.

1922

Mandat de la Société des Nations à la France et au Royaume-Uni pour l'administration des deux territoires.

1946

Tutelle des Nations unies à la France et au Royaume-Uni pour l'administration des deux territoires.

1er janvier 1960

Indépendance du Cameroun sous tutelle française, dénommé « République du Cameroun ».

11 février 1961

Référendum organisé dans le Cameroun sous tutelle britannique. Le Northern Cameroon choisit le rattachement au Nigéria et le Southern Cameroons le rattachement à la « République du Cameroun ».

Juillet 1961

Conférence constitutionnelle de Foumban.

1er octobre 1961

Indépendance du Cameroun sous tutelle britannique et réunification des deux Cameroun, sous le nom officiel de « République fédérale du Cameroun ». Elle est composée de deux Etats fédérés : le Cameroun oriental, représentant la partie francophone, et le Cameroun occidental, représentant la partie anglophone.

1966

Fondation de l'Union nationale camerounaise, le parti unique.

20 mai 1972

Transformation du Cameroun en un Etat unitaire par référendum. Le pays prend l'appellation officielle de « République unie du Cameroun ».

22 août 1983

Division du Cameroun occidental en deux provinces : Nord-Ouest et Sud-Ouest.

1984

Modification constitutionnelle et changement de nom du pays, qui devient la « République du Cameroun ».

1990

Démissions de John Ngu Foncha et de

Solomon Tandeng Muna, deux figures historiques de la communauté anglophone, du Rassemblement démocratique du peuple camerounais.

26 mai 1990

Création du Social Democratic Front.

1992

Courte défaite du Social Democratic Front à l'élection présidentielle. Le parti estime jusqu'à aujourd'hui que sa victoire lui a été volée.

1993

All Anglophone Conference 1

1994

All Anglophone Conference 2

1994

Démissions de John Ngu Foncha et de Solomon Tandeng Muna du Comité consultatif constitutionnel.

1995

Naissance du Southern Cameroons National Council.

1996

Décentralisation instaurée par une loi constitutionnelle.

2004

Promulgation de trois textes de loi portant sur la décentralisation.

2008

Amendements apportés à la Constitution camerounaise pour retirer la limitation des mandats présidentiels.

11 octobre 2016

Début de la grève des avocats de la *Common Law*.

21 novembre 2016

Début de la grève des enseignants anglophones suivie d'une grève des étudiants et d'une mobilisation générale des populations anglophones.

Fin novembre 2016

Naissance du Cameroon Anglophone Civil Society Consortium.

25 novembre 2016

Première mission de dialogue du Premier ministre et du Comité interministériel ad hoc à Bamenda.

8 décembre 2016

Interruption du meeting du Rassemblement démocratique du peuple camerounais. Des violences s'ensuivent.

Décembre 2016

Discours à l'Assemblée nationale de l'Hon.

Wirba (Député du département de Mbui dans le Nord-Ouest) réaffirmant l'existence d'un problème anglophone.

22 décembre 2016

Mémorandum des évêques catholiques de la conférence épiscopale de Bamenda au président de la République portant sur la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

17 janvier 2017

Interdiction du Cameroon Anglophone Civil Society Consortium et du SCNC par le gouvernement. Echech des négociations, arrestation de plusieurs militants anglophones et suspension d'Internet dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

20 janvier 2017

Communiqué du Conseil national de la communication menaçant de suspension les médias soupçonnés de « faire l'apologie du fédéralisme et de la sécession ».

23 janvier 2017

Création de la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme.

10 février 2017

Adresse du président Biya à l'occasion de la fête de la jeunesse, « contre les organisations extrémistes et séparatistes, appelant à la haine et à la violence ».

14 février 2017

Communiqué du président de la Commission nationale des droits de l'Homme et des libertés (CNDHL) dénonçant « le non-respect de la liberté d'expression, de réunion et de manifestation, l'interruption de l'accès au réseau Internet, le recours disproportionné à la force, des actes de torture, la détention de mineurs, le recours abusif à la garde à vue administrative et à la loi sur le terrorisme ».

4 mars 2017

Interdiction du meeting en faveur du fédéralisme du Social Democratic Front à Douala.

14 mars 2017

Incendie du marché de Bamenda par des militants sécessionnistes. Pertes estimées à 100 millions de francs CFA.

30 mars 2017

Série de mesures annoncées par le gouvernement pour résoudre le problème.

20 avril 2017

Restauration d'Internet dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

31 mai 2017

Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples de Banjul saisie de la crise anglophone.

11 juin 2017

Condamnation par la Commission nationale des droits de l'Homme et des libertés des actions d'intimidations et des violences contre les élèves et les établissements scolaires qui ne respectent pas le mot d'ordre de grève.

3 juillet 2017

Loi portant création d'une section de Common Law à la Cour suprême.

27 juillet 2017

Quatrième renvoi du procès des figures de la contestation anglophone.

Annexe C : Sigles et acronymes

AAC	All Anglophone Conference
CACSC	Cameroon Anglophone Civil Society Consortium
CAM	Cameroon Anglophone Movement
CATUC	Catholic University of Cameroon
CDC	Cameroon Development Corporation
Cemac	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
Cenajes	Centre national de la jeunesse et des sports
CENC	Conférence épiscopale nationale du Cameroun
CNC	Conseil national de la communication
CNDHL	Commission nationale des droits de l'Homme et des libertés
CUC	Cameroon United Congress
ENAM	Ecole nationale d'administration et de magistrature
FMI	Fonds monétaire international
FWM	Free West Cameroon Movement
GCE	General Certificate of Education
INS	Institut national de la statistique
KNC	Kamerun National Congress
KNDP	Kamerun National Democratic Party
NOWELA	North West Law Association
Ohada	Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires
ONG	Organisation non gouvernementale
RDPC	Rassemblement démocratique du peuple camerounais
SCACUF	Southern Cameroons Ambazonia Consortium United Front
SCDF	Southern Cameroons Defense Forces
SCNC	Southern Cameroons National Council
SCRM	Southern Cameroons Restoration Movement
SCYL	Southern Cameroons Youth League
SDF	Social Democratic Front
SNH	Société nationale des hydrocarbures
Sonara	Société nationale de raffinage
Synes	Syndicat national des enseignants du supérieur
UBSU	University of Buea Student Union
UDC	Union démocratique du Cameroun
UNC	Union nationale camerounaise
UNDP	Union nationale pour la démocratie et le progrès
UPC	Union des populations du Cameroun

Annexe D : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également CrisisWatch, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 70 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). La vice-présidente du Conseil est Ayo Obe, juriste, chroniqueuse et présentatrice de télévision au Nigéria.

Le président-directeur général de Crisis Group, Jean-Marie Guéhenno était le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix des Nations unies de 2000 à 2008, et l'envoyé spécial adjoint des Nations unies et de la Ligue arabe en Syrie en 2012. Il a quitté ce poste pour présider la commission de rédaction du livre blanc français de la défense et de la sécurité nationale en 2013.

Le siège d'International Crisis Group est situé à Bruxelles et l'organisation a des bureaux dans dix autres villes: Bichkek, Bogota, Dakar, Islamabad, Istanbul, Kaboul, Nairobi, Londres, New York et Washington, DC. Elle est également présente dans les villes suivantes : Abuja, Alger, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Djouba, Guatemala City, Hong Kong, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Mexico City, Rabat, Sanaa, Tbilissi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations institutionnelles et de donateurs privés. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: Affaires mondiales Canada, agence française de développement, le ministère allemand des affaires étrangères, le ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, l'Agence autrichienne pour le développement, l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) de l'Union européenne, la Principauté du Liechtenstein, le Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse, le ministère danois des Affaires étrangères, le ministère finlandais des Affaires étrangères, le ministère français des Affaires étrangères, le ministère française de la Défense, le ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, le ministère néerlandais des Affaires étrangères, le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du commerce, le ministère norvégien des Affaires étrangères, le ministère suédois des Affaires étrangères, et Irish Aid.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations suivantes: Carnegie Corporation of New York, Henry Luce Foundation, Humanity United, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Oak Foundation, Open Society Foundations, Ploughshares Fund, Robert Bosch Stiftung, et Wellspring Philanthropic Fund.

août 2017

Annexe E : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2014

Rapports Spéciaux

Exploiter le chaos : al-Qaeda et l'Etat islamique, Rapport spécial N°1, 14 mars 2016 (aussi disponible en anglais et arabe).

Seizing the Moment: From Early Warning to Early Action, Rapport spécial N°2, 22 juin 2016.

Counter-terrorism Pitfalls: What the U.S. Fight against ISIS and al-Qaeda Should Avoid, Rapport spécial N°3, 22 mars 2017.

Afrique australe

Madagascar : une sortie de crise superficielle ? Rapport Afrique de Crisis Group N°218, 19 mai 2014 (aussi disponible en anglais).

Zimbabwe: Waiting for the Future, Briefing Afrique N°103, 29 septembre 2014.

Zimbabwe: Stranded in Stasis, Briefing Afrique N°118, 29 février 2016.

Afrique centrale

Les terres de la discorde (I) : la réforme foncière au Burundi, Rapport Afrique N°213, 12 février 2014.

Les terres de la discorde (II) : restitution et réconciliation au Burundi, Rapport Afrique N°214, 17 février 2014.

Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme, Rapport Afrique N°215, 1^{er} avril 2014 (aussi disponible en anglais).

La crise centrafricaine : de la prédation à la stabilisation, Rapport Afrique N°219, 17 juin 2014 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : mieux vaut prévenir que guérir, Briefing Afrique N°101, 4 septembre 2014.

La face cachée du conflit centrafricain, Briefing Afrique N°105, 12 décembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Congo: Ending the Status Quo, Briefing Afrique N°107, 17 décembre 2014.

Les élections au Burundi : l'épreuve de vérité ou l'épreuve de force ?, Rapport Afrique N°224, 17 avril 2015 (aussi disponible en anglais).

Congo: Is Democratic Change Possible? Rapport Afrique N°225, 5 mai 2015.

Burundi: la paix sacrifiée? Briefing Afrique N°111, 29 mai 2015 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : la menace du radicalisme religieux, Rapport Afrique N°229, 3 septembre 2015 (aussi disponible en anglais).

Centrafrique : les racines de la violence, Rapport Afrique N°230, 21 septembre 2015 (aussi disponible en anglais).

Tchad : entre ambitions et fragilités, Rapport Afrique N°233, 30 mars 2016 (aussi disponible en anglais).

Burundi : anatomie du troisième mandat, Rapport Afrique N°235, 20 mai 2016 (aussi disponible en anglais).

Katanga: Tensions in DRC's Mineral Heartland, Rapport Afrique N°239, 3 août 2016.

Union africaine et crise au Burundi : entre ambition et réalité, Briefing Afrique N°122, 28 septembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Boulevard of Broken Dreams: The "Street" and Politics in DR Congo, Briefing Afrique N°123, 13 octobre 2016.

Cameroun : faire face à Boko Haram, Rapport Afrique N°241, 16 novembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire, Rapport Afrique N°246, 8 mars 2017 (aussi disponible en anglais).

Burundi : l'armée dans la crise, Rapport Afrique N°247, 5 avril 2017 (aussi disponible en anglais).

Afrique de l'Ouest

Mali : réformer ou rechuter, Rapport Afrique N°210, 10 janvier 2014 (aussi disponible en anglais).

Côte d'Ivoire : le Grand Ouest, clé de la réconciliation, Rapport Afrique N°212, 28 janvier 2014 (aussi disponible en anglais).

Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency, Rapport Afrique N°216, 3 avril 2014.

Guinée-Bissau : les élections, et après ?, Briefing Afrique N°98, 8 avril 2014.

Mali : dernière chance à Alger, Briefing Afrique N°104, 18 novembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Nigeria's Dangerous 2015 Elections: Limiting the Violence, Rapport Afrique N°220, 21 novembre 2014.

L'autre urgence guinéenne : organiser les élections, Briefing Afrique N°106, 15 décembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : neuf mois pour achever la transition, Rapport Afrique N°222, 28 janvier 2015.

La réforme du secteur de la sécurité en Guinée-Bissau : une occasion à saisir, Briefing Afrique N°109, 19 mars 2015.

Mali : la paix à marche forcée? Rapport Afrique N°226, 22 mai 2015.

Burkina Faso : cap sur octobre, Briefing Afrique N°112, 24 juin 2015.

The Central Sahel: A Perfect Sandstorm, Rapport Afrique N°227, 25 juin 2015 (aussi disponible en anglais).

Curbing Violence in Nigeria (III): Revisiting the Niger Delta, Rapport Afrique N°231, 29 septembre 2015.

The Politics Behind the Ebola Crisis, Rapport Afrique N°232, 28 octobre 2015.

Mali: Peace from Below?, Briefing Afrique N°115, 14 décembre 2015.

Burkina Faso : transition acte II, Briefing Afrique N°116, 7 janvier 2016.

Mettre en œuvre l'architecture de paix et de sécurité (III) : l'Afrique de l'Ouest, Rapport Afrique N°234, 14 avril 2016 (aussi disponible en anglais).

Boko Haram sur la défensive?, Briefing Afrique N°120, 4 mai 2016 (aussi disponible en anglais).

Nigeria: The Challenge of Military Reform, Rapport Afrique N°237, 6 juin 2016.

Mali central : la fabrique d'une insurrection ?, Rapport Afrique N°238, 6 juillet 2016 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : préserver l'équilibre religieux, Rapport Afrique N°240, 6 septembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Nigéria : les femmes et Boko Haram, Rapport Afrique N°242, 5 décembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram, Rapport Afrique N°244, 23 février 2017.

Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection, Rapport Afrique N°245, 27 février 2017 (aussi disponible en anglais).

Islam et politique au Mali : entre réalité et fiction, Rapport Afrique N°249, 18 juillet 2017.

Corne de l'Afrique

Sudan's Spreading Conflict (III): The Limits of Darfur's Peace Process, Rapport Afrique N°211, 27 janvier 2014.

South Sudan: A Civil War by Any Other Name, Rapport Afrique N°217, 10 avril 2014.

Somalia: Al-Shabaab – It Will Be a Long War, Briefing Afrique N°99, 26 juin 2014.

Eritrea: Ending the Exodus?, Briefing Afrique N°100, 8 août 2014.

Kenya: Al-Shabaab – Closer to Home, Briefing Afrique N°102, 25 septembre 2014.

South Sudan: Jonglei – "We Have Always Been at War", Rapport Afrique N°221, 22 décembre 2014.

Sudan and South Sudan's Merging Conflicts, Rapport Afrique N°223, 29 janvier 2015.

Sudan: The Prospects for "National Dialogue", Briefing Afrique N°108, 11 mars 2015.

The Chaos in Darfur, Briefing Afrique N°110, 22 avril 2015.

South Sudan: Keeping Faith with the IGAD Peace Process, Rapport Afrique N°228, 27 juillet 2015.

Somaliland: The Strains of Success, Briefing Afrique N°113, 5 octobre 2015.

Kenya's Somali North East: Devolution and Security, Briefing Afrique N°114, 17 novembre 2015.

Ethiopia: Governing the Faithful, Briefing Afrique N°117, 22 février 2016.

Sudan's Islamists: From Salvation to Survival, Briefing Afrique N°119, 21 mars 2016.

South Sudan's South: Conflict in the Equatorias, Rapport Afrique N°236, 25 mai 2016.

Kenya's Coast: Devolution Disappointed, Briefing Afrique N°121, 13 juillet 2016.

South Sudan: Rearranging the Chessboard, Rapport Afrique N°243, 20 décembre 2016.

Instruments of Pain (II): Conflict and Famine in South Sudan, Briefing Afrique N°124, 26 avril 2017.

Instruments of Pain (III): Conflict and Famine in Somalia, Briefing Afrique N°125, 9 mai 2017.

Instruments of Pain (IV): The Food Crisis in North East Nigeria, Briefing Afrique N°126, 18 mai 2017.

Kenya's Rift Valley: Old Wounds, Devolution's New Anxieties, Rapport Afrique N°248, 30 mai 2017.

Time to Repeal U.S. Sanctions on Sudan?, Briefing Afrique N°127, 22 juin 2017.

Annexe F : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

PRESIDENT DU CONSEIL

Lord (Mark) Malloch-Brown
Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Jean-Marie Guéhenno
Ancien Secrétaire général adjoint du Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies

VICE-PRESIDENTE DU CONSEIL

Ayo Obe
Présidente du Conseil, Gorée Institute (Sénégal) ; avocate (Nigéria)

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Fola Adeola
Fondateur et président, FATE Foundation

Ali al Shihabi
Écrivain; Fondateur et ancien président, Rasmala Investment bank

Celso Amorim
Ancien ministre brésilien des Relations extérieures; Ancien ministre de la Défense

Hushang Ansary
Président, Parman Capital Group LLC; ancien ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis et ministre des Finances et des Affaires économiques

Nahum Barnea
Chroniqueur politique, Israël

Kim Beazley
Ancien vice-Premier ministre d'Australie et ambassadeur aux Etats-Unis ; ancien ministre de la Défense

Carl Bildt
Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Emma Bonino
Ancienne ministre italienne des Affaires étrangères ; ancienne commissaire européenne pour l'aide humanitaire

Lakhdar Brahimi
Membre, The Elders; diplomate des Nations unies; ancien ministre algérien des Affaires étrangères

Cheryl Carolus
Ancienne haut-commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale du Congrès national africain (ANC)

Maria Livanos Cattai
Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Wesley Clark
Ancien commandant suprême des forces alliées de l'Otan en Europe

Sheila Coronel
Professeur « Toni Stabile » de pratique de journalisme d'investigation et directrice du Centre Toni Stabile pour le journalisme d'investigation, Université de Columbia

Frank Giustra
Président-directeur général, Fiore Financial Corporation

Mo Ibrahim
Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Wolfgang Ischinger
Président, Forum de Munich sur les politiques de défense; ancien vice-ministre allemand des Affaires étrangères et ambassadeur en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis

Asma Jahangir
Ancienne présidente de l'Association du Barreau de la Cour suprême du Pakistan ; ancienne rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté de religion ou de conviction

Yoriko Kawaguchi
Ancienne ministre japonaise des Affaires étrangères ; ancienne ministre de l'Environnement

Wadah Khanfar
Co-fondateur, Forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Wim Kok
Ancien Premier ministre des Pays-Bas

Andrey Kortunov
Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

Ivan Krastev
Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia) ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

Ricardo Lagos
Ancien président du Chili

Joanne Leedom-Ackerman
Ancienne secrétaire internationale de PEN International ; romancière et journaliste, Etats-Unis

Helge Lund
Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

Shivshankar Menon
Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

Naz Modirzadeh
Directeur du Programme sur le droit international et les conflits armés de la Faculté de droit de Harvard

Saad Mohseni
Président et directeur général de MOBY Group

Marty Natalegawa
Ancien ministre indonésien des Affaires étrangères, représentant permanent auprès de l'ONU et ambassadeur au Royaume-Uni

Roza Otunbayeva
Ancienne présidente de la République kirghize ; fondatrice de la « Roza Otunbayeva Initiative », fondation internationale publique

Thomas R. Pickering
Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

Olympia Snowe
Ancienne sénatrice américaine et membre de la Chambre des représentants

Javier Solana
Président du Centre pour l'Economie globale et la Géopolitique ESADE ; membre émérite, The Brookings Institution

Alexander Soros
Membre, Open Society Foundations

George Soros
Président, Open Society Institute ; président du Soros Fund Management

Pär Stenbäck
Ancien ministre finlandais des Affaires étrangères et de l'Education ; président du Parlement culturel européen

Jonas Gahr Støre
Chef du Parti travailliste norvégien et du groupe parlementaire du Parti travailliste ; ancien ministre norvégien des Affaires étrangères

Lawrence H. Summers
Ancien directeur du Conseil de la sécurité économique et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université de Harvard

Helle Thorning-Schmidt
Directrice générale de Save the Children International ; ancienne Première ministre du Danemark

Wang Jisi
Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés et d'entreprises qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
BP	(5) Anonyme	Herman De Bode
Shearman & Sterling LLP	Scott Bessent	Alexander Soros
Statoil (U.K.) Ltd.	David Brown & Erika Franke	Ian R. Taylor
White & Case LLP	Stephen & Jennifer Dattels	

CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés et entreprises qui fournissent une contribution essentielle aux activités de prévention des conflits armés de Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
(2) Anonymous	(2) Anonymous	Geoffrey R. Hoguet & Ana Luisa Ponti
APCO Worldwide Inc.	Mark Bergman	David Jannetti
Atlas Copco AB	Stanley Bergman & Edward Bergman	Faisal Khan
Chevron		Cleopatra Kitti
Edelman UK	Elizabeth Bohart	Michael & Jackie Lambert
HSBC Holdings plc	Eric Christiansen	Leslie Lishon
MetLife	Sam Englehardt	Virginie Maisonneuve
Noble Energy	The Edelman Family Foundation	Dennis Miller
RBC Capital Markets		The Nommontu Foundation
Shell	Seth & Jane Ginns	Brian Paes-Braga
	Ronald Glickman	Kerry Propper
	David Harding	Duco Sickinghe
	Rita E. Hauser	Nina K. Solarz
		Enzo Viscusi

CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les étoiles montantes de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

Amy Benziger	Lindsay Iversen	Nidhi Sinha
Tripp Callan	Azim Jamal	Chloe Squires
Kivanc Cubukcu	Arohi Jain	Leeanne Su
Matthew Devlin	Christopher Louney	Bobbi Thomason
Victoria Ergolavou	Matthew Magenheimer	AJ Twombly
Noa Gafni	Madison Malloch-Brown	Dillon Twombly
Christina Bache Fidan	Megan McGill	Annie Verderosa
Lynda Hammes	Hamesh Mehta	Zachary Watling
Jason Hesse	Tara Opalinski	Grant Webster
Dalí ten Hove	Perfecto Sanchez	

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari Président émérite	Lakhdar Brahimi	Carla Hills
George Mitchell Président émérite	Kim Campbell	Swanee Hunt
Gareth Evans Président émérite	Jorge Castañeda	Aleksander Kwasniewski
Kenneth Adelman	Naresh Chandra	Todung Mulya Lubis
Adnan Abu-Odeh	Eugene Chien	Allan J. MacEachen
HRH Prince Turki al-Faisal	Joaquim Alberto Chissano	Graça Machel
Óscar Arias	Victor Chu	Jessica T. Mathews
Ersin Arioğlu	Mong Joon Chung	Barbara McDougall
Richard Armitage	Pat Cox	Matthew McHugh
Diego Arria	Gianfranco Dell'Alba	Miklós Németh
Zainab Bangura	Jacques Delors	Christine Ockrent
Shlomo Ben-Ami	Alain Destexhe	Timothy Ong
Christoph Bertram	Mou-Shih Ding	Olara Otunnu
Alan Blinken	Uffe Ellemann-Jensen	Lord (Christopher) Patten
	Gernot Erler	Victor Pinchuk
	Marika Fahlén	Surin Pitsuwan
	Stanley Fischer	Fidel V. Ramos